

Courrier Fédéral

Bulletin d'information du Secrétariat de la fnic-cgt

518 du 31 decembre 2012

COMPTE RENDU DE LA

10ÈME

CONFÉRENCE

DE L'UFR



**DU 22 AU 25 MAI 2012
au Mont Dore**

Imprimé par nos soins :
FNIC-CGT
263, rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.48.18.80.36
Fax. 01.48.18.80.35
<http://www.fnic.cgt.fr>
e-mail : fnic@cgt.fr
Directeur de Publication :
Carlos MOREIRA
ISSN : 0240 9259
N°CPPAP : 0313 S 06415
Mensuel : 2,74 €

Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT



Chimie . Pharmacie (Industrie. Répartition. Droguerie. Officines. Lam.) . Pétrole . Caoutchouc . Plasturgie .
Navigation de Plaisance . Instruments à écrire . Négoce & prestations de services dans les domaines médico-techniques.

PREMIERE JOURNEE, 22 MAI **1ère SEANCE : « APRES LA 9ème** **CONFERENCE »**

Intervention de bienvenue de Michelle Boutigny **(Michelin Clermont Ferrand)**

Chers (es) camarades,

En vous accueillant, en accueillant la 10^{ème} conférence de notre UFR dans ce complexe touristique bien situé au cœur du massif montagneux de l'Auvergne, le massif du Sancy, je vous souhaite la bienvenue ... et espère que vous passerez, à 1 000 mètres d'altitude, une agréable conférence avec une météo moins capricieuse que ces dernières semaines.

Les grands espaces oxygénés qui nous entourent ne sont-ils pas favorables au bon travail et aux bonnes résolutions ?

Déjà notre UFR, lors de son 4^{ème} congrès en 1995 (congrès devenu depuis conférence), était accueillie en Auvergne à la fin de l'été, avec une météo magnifique.

Cette 10^{ème} conférence se situe dans une intense activité politique entre l'élection présidentielle, qui a vu un changement de président avec une couleur passant du bleu au rose à l'issue d'une campagne volcanique, pour rester dans la région, et les élections législatives, dans un peu plus de deux semaines, qui vont, nous l'espérons, non seulement confirmer mais amplifier le succès de la gauche du côté des idées, de celui pour lequel Bernard THIBAUT a voté, afin que les aspirations des salariés actifs et retraités soient réellement considérées et prises en compte.

Notre conférence va se dérouler au centre de cette Auvergne au riche patrimoine, aux nombreux sites et aux étonnantes diversités de paysages, comme vous avez pu déjà vous en rendre compte en venant jusqu'ici.

Lors des pauses et des moments de détente, vous pourrez admirer les plus hauts sommets de l'Auvergne, ce sont les Monts Dore. En redescendant sur Clermont, vous pourrez découvrir un ensemble volcanique unique en Europe, qui a donné naissance à de nombreux lacs et à des sources d'eaux minérales aux effets curatifs reconnus. C'est la Chaîne des Puys qui est reproposée pour figurer au patrimoine de l'UNESCO après avoir été recalée l'an dernier, suite à l'avis négatif de Sarkozy.

A la fin de la semaine va être inauguré le train à crémaillère pour rallier le sommet du Puy de Dôme. A quelques jours près, nous aurions pu monter dans ce « Panoramique » et nous élever à 1465 mètres.

L'Auvergne, c'est aussi un coin où l'on casse bien la croûte, où chaque canton ou presque a sa spécialité. Qui ne connaît pas les tripoux, la potée ou encore la truffade ou l'aligot du Cantal ou encore le vaste plateau de fromages ? C'est encore un excellent coin à champignons avec les cèpes, les girolles et les morilles dont les dernières viennent de se cueillir.

Si sur cette terre d'Auvergne, Michelin (à Clermont mais aussi au Puy) se détache comme firme dans l'émergence des branches d'activité de notre Fédération, sans oublier, pour le caoutchouc, GoodYear Dunlop à Montluçon et à Riom pour le rechapage, ainsi que Trelleborg. Pour la pharmacie, TEA (ex-MSD Chibret) et Sanofi Aventis à Vertolaye. Pour les matières plastiques, avec Warin France Plastique dans le département de l'Allier. Pour le pétrole, un grand dépôt classé SEVESO est installé aux portes de Clermont. A cela se rajoutent naturellement les labos d'analyses médicales avec, actuellement, d'importants regroupements consécutifs à la loi Bachelot de janvier 2010, ainsi que de nombreuses PME, liées au caoutchouc et à la chimie, notamment.

Ces industries, qui pèsent fortement dans l'économie, sont également largement exportatrices avec, cependant, une tendance à la régression du fait des méfaits des délocalisations dont Michelin a été le fer de lance, ses usines à Clermont étant passées de 30 000 salariés à 12 000 en moins de trente ans.

Voilà la présentation, bien incomplète d'ailleurs, du contexte industriel et économique de l'Auvergne pour ce qui concerne nos branches, de ses atouts paysagers, culinaires, touristiques et de santé par le thermalisme, et en espérant ne pas avoir été trop bavarder au départ de notre conférence, je ne terminerai cependant pas sans évoquer tous nos camarades des différentes sections qui ont disparu depuis notre 9^{ème} conférence, dont certains ont participé au fondement de notre UFR, et, pour ne citer qu'un nom, je pense à Christian LEOTY, ancien de Kodak-Pathé décédé en avril 2010. Il avait participé à notre 9^{ème} conférence et chacun avait pu constater sa joie de vivre, sa gouaille toute particulière et son engagement sans faille dans la CGT.

Pour diverses raisons, des camarades sont excusés, je citerai :

le syndicat Total Normandie, devant les menaces qui pèsent sur l'emploi, ce qui ne leur a pas permis de libérer un camarade.

Alain GERBAUD, Raymond LOISEL, Patrick VANIS-COTTE (UFICT), Claude GUIGUE, Christiane MINGAM, Reine MARSAN, Romain LEMAITRE (CFJ), Guy PERNIN (Cidecos), l'UD du Puy de Dôme, la région Auvergne sont également excusés.

En vous renouvelant mes souhaits de bienvenue, je déclare ouverte notre 10^{ème} conférence des retraités de notre Fédération.

Rapport d'introduction de Claude Gillet-Colart (Yves Saint Laurent Lassigny)

Il y a trois ans, pratiquement jour pour jour, l'UFR FNIC tenait sa 9^{ème} Conférence à l'Île de Ré. Nous étions alors dans une situation fondamentalement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui, du fait du résultat des présidentielles mais aussi de l'expectative quant aux prochaines législatives.

Il y a 3 ans donc, nous avons déjà commencé à souffrir de la politique néfaste de Sarkozy qui détruisait, petit à petit, tout ce que nos anciens et nous avons gagné au prix de luttes parfois sanglantes, qui mettait tout en œuvre pour que ses amis du Fouquet's s'enrichissent encore plus, au détriment des travailleurs, retraités comme actifs.

L'école, les services publics, l'hôpital, avaient déjà subi des coupes sombres. La défiscalisation des heures supplémentaires, la suppression de la taxe professionnelle, supposées rendre les entreprises plus compétitives, n'empêchaient pas les délocalisations, les licenciements : des centaines d'usines auront fermé durant le quinquennat qui vient de se terminer, des milliers d'emplois auront été supprimés, avec pour première conséquence l'augmentation de plus d'un million de chômeurs.

Les luttes, aussi massives soient-elles (pensons aux millions de personnes descendues dans la rue pour défendre notre système de retraite) n'auront pas réussi à infléchir la politique de ce président et de son gouvernement.

Des boucs émissaires ont été désignés, les immigrés d'une part (et notamment les Roms), et on a pu assister à des scènes indignes telles que l'arrestation d'enfants à la sortie des écoles, on a vu se multiplier les centres de rétention, les reconduites brutales à la frontière. Les musulmans d'autre part, ostracisés, plus ou moins soupçonnés a priori de terrorisme, à l'encontre desquels ont été menées des campagnes ignobles.

Diminution du remboursement des médicaments, augmentation extrême des dépassements d'honoraires, stagnation des pensions : les retraités, les femmes en particulier, victimes de carrières incomplètes, auront été particulièrement touchés par une dégradation de leur niveau de vie et nous avons raison, en 2009, de nous inquiéter des risques que la politique, déjà mise en œuvre, faisait courir à l'espérance de vie en bonne santé.

Quant aux jeunes, leurs conditions de vie se sont considérablement dégradées, qu'ils soient étudiants ou déjà entrés dans le monde du travail : impossibilité de se loger, chômage, emplois précaires.

Quand les grands patrons voyaient leurs rémunérations augmenter de façon insolente, quand les actionnaires étaient choyés, à l'exemple de ceux de Sanofi ou de Michelin, les salariés de ces mêmes groupes, eux, devaient se contenter d'augmentations dérisoires, à l'extrême limite de la provocation.

Durant ces années, nous avons assisté à la paupérisation d'une partie de la société en même temps qu'à l'enrichissement insolent d'une autre partie, appauvrissement progressif des classes dites moyennes (techniciens, cadres moyens, professions libérales...).

Pourtant, les travailleurs, avec la CGT, n'ont jamais baissé les bras et les actions se sont multipliées, dans les entreprises, localement et nationalement. Des succès ont été obtenus, certes peu médiatisés mais réels et ce n'est pas pour rien que le président Sarkozy s'est déchaîné contre notre organisation.

Les retraités ne sont pas restés inactifs et, au cours des trois années écoulées, on les a vus dans les manifs, aux distributions de tracts, sur les marchés et à la porte des usines. Dans des actions spectaculaires aussi, comme aux péages d'autoroutes, pour soutenir leurs revendications ou pour appuyer les actions des actifs. Sur le sujet particulier de la perte d'autonomie (qui pourtant concerne l'ensemble de la société et pas seulement les retraités, bien au contraire), ils ont organisé de multiples débats dans les villes et les villages, pour alerter les populations. De même, ils ont amplifié les actions pour la reconnaissance des pathologies liées à l'exposition à l'amiante et l'indemnisation des victimes.

L'UFR FNIC, pendant ces trois ans, a bien entendu appelé ses adhérents à participer, à soutenir, toutes les actions initiées par la CGT. Elle a aussi

travaillé à favoriser la continuité syndicale, à faire entrer ce principe parmi les réflexes des actifs : le petit 4-pages que nous avons édité en 2010 a été largement diffusé (certaines autres UFR voire USR s'en sont inspirées) et la présence parmi nous de responsables de syndicats d'actifs semble indiquer, nous semble-t-il, que cette idée fait son chemin (il nous faut remercier, d'ailleurs, la direction fédérale d'avoir décidé de tenir la réunion du CEF de mai en même temps et au même endroit que la conférence de l'UFR, démontrant ainsi l'importance qu'elle accorde à nos travaux.) Les échanges que nous avons régulièrement avec les jeunes du CFJ vont aussi dans ce sens et nous les sentons très ouverts à ce que nous, retraités, pouvons leur apporter en termes d'expérience mais aussi d'aide matérielle.

Contrairement à certaines pratiques ou habitudes, nous ne faisons pas de distinction entre travailleurs actifs et retraités : salariés nous sommes, salariés nous restons. C'est pourquoi nous refusons de nous replier sur nos propres problèmes. Un exemple parmi d'autres : suite à une journée d'études que nous avons organisée sur l'exposition aux produits toxiques et le suivi médical post-professionnel, en direction des actifs comme des retraités, nous avons promis la publication d'un document. Nous aurions voulu le présenter aujourd'hui mais le temps a manqué, il ne sera prêt qu'à la rentrée : les camarades du collectif 2SPE nous ont exprimé leur satisfaction de cette initiative.

Aujourd'hui, bien que le président des riches ait enfin été chassé, la tâche qui nous attend tous est immense. Beaucoup des électeurs qui ont voté pour François Hollande l'ont fait contre l'autre candidat et non par adhésion à son programme. En effet, celui-ci ne remet pas en cause beaucoup des mesures de l'ancien gouvernement et nous ne pouvons nous en satisfaire.

Ceci implique que, contrairement à l'attentisme qu'avait manifesté le monde du travail en 1981, celui-ci doit absolument se mobiliser pour faire aboutir ses revendications. Ne soyons pas naïfs, c'est sur la CGT que va reposer toute l'initiative : nous pouvons déjà nous attendre à ce que les autres organisations syndicales ne se précipitent pas dans l'action...

Lors des dernières manifestations du 1^{er} mai, comme d'ailleurs dans toutes les manifestations, c'est la CGT qui représentait le gros des cortèges. L'unité syndicale est souhaitable, elle parle aux travailleurs, mais elle ne doit pas être une fin en soi et surtout pas empêcher l'action, comme nous l'avons trop souvent déploré. La situation que nous connaissons, en France et en Europe, exige que

nous fassions entendre haut et fort nos revendications : les patrons, les analystes financiers, experts auto-proclamés, n'ont pas disparu et leur capacité de nuisance, leur rapacité restent entières. Après des années de bourrage de crâne sur la crise et l'inévitabilité de mesures pour préserver la compétitivité, le travail à faire pour convaincre nos concitoyens qu'une autre société est possible est énorme. La chancelière allemande exige, ordonne l'austérité et ne pas s'y opposer reviendrait à amener notre pays au même niveau de difficulté et de misère que ceux que connaissent nos camarades grecs aujourd'hui.

Pas d'état de grâce pour le nouveau président : c'est maintenant qu'il nous faut, nous, CGT, faire entendre nos revendications, avec les autres organisations si possible, mais seuls si elles ne sont pas prêtes à agir avec nous. L'extrême droite est en embuscade : si l'espoir suscité par la campagne des candidats de la vraie gauche était déçu, elle s'y engouffrerait, avec les conséquences que nous, militants formés et informés, connaissons. De cette société de l'exclusion, de la haine de l'autre, nous n'en voulons pas, c'est à nous de faire en sorte qu'elle ne puisse s'installer en France et en Europe, en imposant une autre politique industrielle et sociale. Notre responsabilité est énorme face à cet enjeu, les travailleurs de Grèce, d'Espagne, d'Italie, ... ont les yeux fixés sur nous, soyons dignes de nos anciens qui ont élaboré le programme du CNR, ne lâchons rien !

Intervention de Jean Ubeda (Gemey Ormes)

Besoin de remettre les idées en place dans la tête de nos camarades. Montée du fascisme inquiétante. Paupérisation. Notre génération est en échec : gouvernement d'entente même si des communistes y ont participé. Echecs. Nous devons être humbles vis-à-vis de ces échecs. Nous n'avons pas su transmettre. On s'est laissé abuser au fur et à mesure des événements. Même situation qu'en 1981 ? Non, état politique différent. Notre conférence, révolutionnaire : comment, nous, qui avons des acquis individuels, syndicaux, allons-nous nous adresser aux syndicats de retraités endormis ? On n'est pas à l'abri de ce qui se passe en Grèce : perte de 80 % de la retraite.

Intervention de Robert Lebourg (Dunlop Montluçon)

On a vu la montée du Front national. Rôle des médias dans la campagne et cela n'a pas contribué à défendre les intérêts des retraités et de ceux dans la misère. Le lit du FN n'est pas forcément dans les cités mais dans les campagnes. Désertification de nos campagnes, disparition des services publics font le lit du FN. La CGT a raison

de démystifier Sarko et sa politique. Si Mélenchon n'avait pas dénoncé les méfaits du FN, on aurait sans doute eu d'autres résultats. C'est sur le plan politique qu'on doit démonter le FN. Continuer dans ce sens, que la CGT continue son rôle d'éducation de la population. Ne laissons pas Hollande tranquille, descendons dans la rue avec nos revendications. Mobilisons-nous, pour le cap à gauche.

Intervention de Jacques Porre (Planet Wattohm Senlis)

Dans un cadre plus général, ce que l'on peut constater c'est que depuis notre dernière conférence, ce sont les retraités qui ont été les plus maltraités par Sarkozy et son gouvernement, particulièrement sur la santé (les taxes, les franchises, les remboursements, fermetures d'hôpitaux) l'augmentation de l'énergie, etc...

Sur toutes ces attaques, sur tous ces points et notre pouvoir d'achat, je doute que le nouveau gouvernement remette en cause ces dispositions prises par Sarkozy.

Je constate que malgré nos efforts pour combattre et dénoncer la politique du gouvernement qui a été néfaste pour les retraités, et même si c'est en baisse par rapport à 2007, la majorité des plus de 65 ans ont voté pour Sarkozy !

Intervention de Daniel Vincent (Syndicat Société Pétrochimique de Berre)

Nous sommes dans une situation nouvelle aujourd'hui avec la défaite de Sarkozy qui a mené, pendant 5 ans, une véritable politique antisociale orientée uniquement au profit du Medef et des nantis. Cela s'est concrétisé par une dégradation de la vie de l'ensemble de la population avec de plus en plus d'exclus et une amplification des inégalités. Face à ce constat, la CGT, tout en étant indépendante, a eu raison de se positionner et d'appeler à voter contre Sarkozy tout en restant mobilisée et en continuant à être à l'offensive sur nos revendications.

Aujourd'hui, au niveau de nos forces organisées, nous constatons que sur 15 millions de retraités, seulement 117 000 sont syndiqués à la CGT, alors que bien souvent la grande majorité voit leurs conditions de vie se dégrader (niveau des pensions, dépassements d'honoraires, augmentation de la mutuelle, disparition dans les zones rurales des services de proximité, etc...). Pour nous renforcer aujourd'hui, nous ne pouvons faire l'impasse sur la démarche de terrain en partant des préoccupations des retraités au quotidien tout en gardant notre activité sur le syndicat d'entreprise.

Nous devons aller au-devant des retraités car, très souvent, le retraité est isolé avec comme seul moyen d'information les médias (télé, radio) qui font passer au quotidien des idées de fatalité et de résignation. Nous avons un gros travail de propagande à faire pour populariser nos revendications.

En 2010, nous avons mené une grande lutte sur la réforme des retraites avec plusieurs millions de personnes dans la rue. Cela au départ n'était pas évident. Nous avons réussi à rassembler des jeunes, des actifs et retraités avec de très nombreux inorganisés qui venaient manifester très souvent sous les drapeaux CGT. Même si Sarkozy est passé en force, nous avons semé, en particulier le droit à la retraite à 60 ans, tout en démontrant que les moyens financiers existent et qu'il fallait imposer une meilleure répartition des richesses.

Intervention de Alain Issartel (Rhodia Roussillon)

Nous avons une responsabilité CGT et nous, retraités, sur la proximité. Nous avons mis en place des réunions de villages. Les permanences « retraites » ferment, les bureaux de poste ferment... Travail à faire sur la proximité. Manque de médecins en zones rurales, RGPP, hôpitaux... -> les gens doivent aller dans le privé avec des dépassements d'honoraires. Travail de fond à faire, expliquer ce qu'on peut faire pour améliorer la société.

Intervention de Robert Perriolat (Rhodia Roussillon)

Voir l'histoire, 1936... Qui détient les médias qu'on a en face ? Combien lisent notre presse (Vie Nouvelle, NVO...). Internet véhicule n'importe quoi. Les gens qui votent FN ne sont pas des fachos. Ils sont perdus idéologiquement. Nécessité de monter vite et fort. Roussillon distribue beaucoup sur les marchés. Long de convaincre ! Besoin d'aller sur le terrain, sur la proximité. Faire des rapprochements, de petites sections pour ne pas crever.

Intervention de Claude Defontaine (Rhodia La Rochelle)

Mutuelles : de plus en plus difficile. Rapprochement entre la Mutualité Française et les Mutuelles de France. Ressortir l'évolution des taxes depuis Sarko. Evolution des taxes sur la CMU. Taxes sur les alcools, les tabacs, les mutuelles..., sans concertation. Faire comprendre à la population que la taxe est passée à 13,27 %. Besoin de faire quelque chose. Va se poser la question des maisons de retraite : besoin de revoir tout le système.

Intervention de Roberto Frande (Air Liquide RP)

Rappel du colloque. Se préoccuper du FN, mais qui est derrière ? Avant la guerre, le patronat a mis en place des organisations fascistes pour virer la république. Qui finance le FN ? Qui le met en place ? Comment on lutte contre ce patronat. Campagne idéologique. Réfléchir et faire réfléchir. Le FN s'ancre dans le paysage politique français. Inquiétude des jeunes qui votent FN. Travail fait dans la CGT, chute importante des camarades CGT qui ont voté FN. Proximité : villages oui mais dans les zones urbaines ? Dans l'entreprise, vis-à-vis des retraités, quelles relations avec les futurs retraités pour maintenir des liens avec eux ? Sarko a regagné du terrain quand il a mené une campagne d'extrême droite.

Intervention de Claude Gillet-Colart (Yves Saint Laurent Lassigny)

Ne sous-estimons pas la montée des extrêmes droites en Europe : exemple de la Hongrie qui laisse modifier sa constitution.

Intervention de Alain Vassaux (Fnme Ufr)

Le corps électoral national, historiquement, penche à droite.

Il y a une rupture entre la ruralité et la grande agglomération en matière de vote FN.

L'évolution de la société semble avoir cassé toute culture politique. Est-ce une réalité, notamment pour les jeunes ?

La crise ou plutôt le vécu (casse de l'emploi, désindustrialisation, baisse des salaires, casse des services publics) nourrit un vote extrême (FN). La CGT a donné les arguments nécessaires pour aller au débat et ce débat a eu lieu, mais est-ce suffisant ?

Pour démontrer qui est responsable de la crise, de la dette, les choses semblent plus difficiles à expliquer, à aborder dans nos réunions. Expliquer le pourquoi d'une économie basée sur l'emprunt, le rôle de la France, des banques, etc..., n'est pas chose aisée. Il nous faut poursuivre.

La puissance des grands groupes est bien là, le patronat ne s'y trompe pas, il s'inscrit bien dans une lutte de classe. La redistribution des richesses créées reste un enjeu à atteindre.

Il est clair que les médias ne sont pas là pour nous aider, notamment en termes d'aide à la réflexion pour les jeunes.

Pour le champ mine, énergie, la transformation des entreprises EDF/GDF se traduit, malgré l'existence d'un statut, par une mise à l'écart des retraités, par un mépris.

Pour les mineurs, la remise en cause de la gratuité des soins est une honte. Nos retraités ont décidé de ne pas baisser les bras. Nos trois branches ont un cahier revendicatif. Le lien syndicalisme professionnel et interprofessionnel au sein des territoires est indispensable. Beaucoup de revendications concernent le lieu de vie, la proximité.

Le renforcement est un objectif majeur.

Continuité et syndicalisation doivent être prises en compte à tout moment avec les actifs notamment.

Intervention de Carlos Moreira (Secrétaire Général Fnric Cgt)

Comment sortir de cette ornière, avec le poids de plus en plus lourd du racisme, de la xénophobie, qui empêchent de voir les autres problèmes ? Aujourd'hui, on manque d'infos sur qui donne les moyens au FN pour monter. Dans tous les pays européens, choix de restreindre la protection sociale il faut donc empêcher toute idée progressiste et pour cela mettre en place l'extrême droite. Exemple de la Hongrie, mais les affairistes du monde continuent à y travailler. Deuxième tour des élections : 4 millions de voix sur Sarko, que tout le monde rejetait ! Grâce aux médias, il a pu faire 48 %. Travailler sur la réalité des idées. Poids de la crise de la dette. On peut en sortir par une véritable politique de relance : convaincre les camarades. Augmentation des dépenses militaires, Dassault... , les armes sont utilisées ! Comment faire ? Personne ne conteste la dette les gens admettent qu'il faut se serrer la ceinture. 172 milliards par an donnés pour aider l'emploi, s'ils étaient socialisés, ce serait 4,7 millions d'emplois en France. Nombreuses possibilités pour la protection sociale, les salaires... Les emplois fondent mais les profits des entreprises augmentent. Combattre l'idée qu'on serait en déficit. Faire comme l'Argentine ? Poids idéologique de la dette, qu'il faut balayer.

Intervention de Daniel Vincent (Spm Berre)

Sarko nous a fait un mal énorme mais la bataille des retraites a fait entrer des choses dans la tête des gens. Quatre millions de voix sur le Front de Gauche, il y a quelque chose, à nous de continuer. Pour imposer la mise en place de nos revendications, il y a un terreau. Prise de conscience actuellement, y compris pour des adhésions. Tout n'est pas négatif.

Intervention de Jean Isicato (Site Chimique du Pont de Claix)

Faire le constat de tout ce qu'on a perdu en 10 ou 15 ans. Tout le monde peut le mesurer, on le voit chaque jour sur notre pouvoir d'achat au travers de nos dépenses. Aujourd'hui, l'important est de trouver les solutions pour refaire le chemin inverse et récu-

pérer ce qui nous a été injustement pris et valoriser notre pouvoir d'achat. Nous sommes censés, depuis 15 jours, avoir un gouvernement plus à l'écoute, plus audible, mais rien ne sera fait sans une forte mobilisation. Nous voyons bien que la politique européenne, basée sur une féroce austérité, récession envers les peuples, commence à évoluer sous la pression des résistances grecques, espagnoles, portugaises, italiennes. Cette récession qui n'a qu'un but, ramener les peuples dans une situation moyenâgeuse pour mieux les exploiter est en train de fléchir par crainte du soulèvement populaire massif généralisé en Europe. Nous devons nous appuyer sur cet élan pour continuer à pousser très fort contre ces pouvoirs

Qu'est ce qui intéresse les retraités ? Les services de proximité, la santé, le pouvoir d'achat. Qui leur a fait perdre cela ? Nous devons expliquer qui a fait quoi. N'avons-nous pas entendu, lors de cette campagne électorale, tous les acteurs prôner la réindustrialisation du pays ?

Qui a détruit l'industrie française ? Chimie, métallurgie, papier-carton, machine-outil, papèterie, textile. Qui a détruit ces industries qui ont été le fleuron de notre pays et ont représenté des millions d'emplois ?

Intervention de Pascal Tailleur (Gpn Normandie)

Nous pouvons nous réjouir d'avoir dégagé Sarkozy, mais nous n'avons rien à attendre de Hollande.

Pour l'aider à faire une politique sociale nous devons nous mobiliser et pas seulement pendant les périodes électorales ou en-dehors. Nous devons semer nos idées pour convaincre sur nos revendications.

Intervention de Julien Figuet

Des plans sociaux encore en cours, il faut se battre jusqu'à la mort. Faire des réunions de quartiers dans les villes ! Notre journal mensuel est remis par les militants à tous les retraités : fait passer d'autres messages. De moins en moins de travailleurs.

Intervention de Robert Perriolat (Rhône Poulenc Roussillon). Nous avons de nombreux documents mis à disposition par la CGT, notamment les repères revendicatifs, notes d'informations et, bien sûr, toute la presse CGT qui parle de nouveaux partages des richesses.

Depuis les années 80, 10 % de la valeur ajoutée, soit de l'ordre de 180 à 200 milliards ont été ponctionnés au monde du travail pour les transférer à la finance. Il y a donc moyen d'apporter immédiatement un relèvement du pouvoir d'achat et autre.

Notre travail c'est bien sûr d'être au plus près du vécu des retraités dans les quartiers, les campagnes et, bien sûr d'avoir une bonne couverture de l'information en direction du marché dans les agglomérations. Mais aussi cela passe par l'organisation de journées à thème pour approfondir les différents sujets, pour améliorer notre analyse et donner une meilleure compréhension ? à chacun, de la situation reçue au quotidien et bien sûr, faire des adhésions.

Intervention de Roberto Frande

Réfléchir sur les nationalisations en 1981 et après, quelles leçons en tirer pour aider à construire une revendication. Retraites = une bataille perdue, du monde dans la rue, mais dans les entreprises ? Quel apport une section de retraités dans les luttes des actifs ? Comment travailler pour maintenir une liaison et donner des explications sur ce qui se passe dans leurs boîtes ? Montée des extrêmes droites : une des causes est dans l'effacement entre droite et gauche. Actuellement, besoin de mesures rapides, qui marquent et donnent de l'espoir. Questions du pouvoir d'achat et proximité pour les retraités doivent pouvoir venir rapidement.

Intervention de Robert Lebourg

Retraites : quand la bataille a commencé, 40 % des gens étaient favorables à nos idées et quand on a fait le boulot, 65 à 70 % y étaient favorables. Mais nous, est-ce qu'on s'inscrit facilement dans les distributions de tracts, les signatures de pétitions ? Faire agir nos camarades. Remettre la bataille sur le pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires et des pensions.

Intervention de Michel Ducasse

Accords de La Jamaïque en 1973, qui interdit aux banques centrales de prêter directement aux États. Réindustrialisation : c'est dans la rue que ça se passera, rapport de forces.

Intervention de Maurice Lecomte (Ucr)

Ne pas boudier notre plaisir : la CGT voulait virer Sarko. En 1981, 2 800 000 syndiqués, actuellement, moins de 800 000. Retraites : Hollande veut discuter sur sa proposition, pas sur celles de la CGT.

Intervention de Hervé Ruiz (Site Chimique de Pont de Claix)

Ce débat, nous l'avons tous eu dans les différentes instances de la CGT (Fédération, Union Locale, Union Départementale, au syndicat et sûrement à la Confédération).

Nous faisons tous le même constat : l'information CGT passe à peu près bien au niveau de nos militants et syndiqués via nos tracts et publications (NVO, LE PEUPLE, VIE NOUVELLE, OPTION, etc...). Par contre, notre information à la population, en général, est très insuffisante voire quasi inexistante.

Il va falloir que toutes les instances de la CGT travaillent ensemble pour mettre en place un véritable plan d'action, pour tisser une toile d'araignée, pour diffuser notre info au-delà de nos syndiqués, pour toucher l'ensemble de la population.

Le besoin de contrer l'info médiatique de tous les

jours est indiscutable. A nous de mettre en place tout ce dont nous avons besoin pour contrer cette info « officielle » qui est à la solde des gouvernements et du capital.



2ème SEANCE

« Quelle vie pour les salariés en 2012 ? »

Introduction : Emmanuel Lépine (Secrétaire Fédéral Fnic Cgt)

Comme on pouvait le prédire dès 2008, la crise financière provoquée par les banques a été transformée en crise économique qui a touché, les uns après les autres, les peuples de la planète et, notamment ceux de la zone euro. Et je dis bien : « a été transformée » car il n'y a aucune fatalité dans le glissement, depuis les milliards volatilisés sur les places financières jusqu'aux politiques d'austérité qu'on nous a présentées, et qu'on nous présente encore aujourd'hui, comme un mal nécessaire, fatal et inéluctable pour sortir la tête de l'eau.

Aucune fatalité, mais des choix politiques.

Ce sont les finances publiques qui ont été mises à contribution pour sauver le système capitaliste, pour sauver l'existence des profits, au nom de la propriété lucrative. C'est en empruntant à ces banques, pour leur redonner immédiatement l'argent emprunté, moyennant un confortable taux d'intérêts, que les intérêts de la classe dominante ont été préservés. C'est en laissant les mains libres aux agences de notation qui sont des officines privées, en laissant perdurer les paradis fiscaux et notamment ceux à nos portes (Luxembourg, Suisse, Jersey, etc.), et en faisant le choix au final de faire payer les peuples et les salariés qu'ont pu être restaurés les taux de profits mis à mal par la crise financière. L'impact de ce choix est encore difficilement mesurable aujourd'hui, car la crise économique que la classe dominante a décidé de nous faire payer est loin d'être terminée.

D'un point de vue budgétaire, on ne peut à la fois renflouer les banques et financer les réponses aux besoins qui existent en matière de politique publique. Et si l'on choisit d'engager le premier choix, il devient impossible, sans le remettre en cause de, par exemple, assurer une politique de santé publique digne du 21^e siècle.

L'austérité en France a de nombreux visages, elle n'a pas commencé hier mais elle s'est accélérée avec la crise financière. La liste est longue : un blocage des salaires, avec durant le quinquennat qui vient de s'achever, zéro « coup de pouce » sur le SMIC à qui on a enlevé le « C » de « croissance ». Cette régression salariale a entraîné des centaines de milliers de suppressions d'emplois, en particulier dans les emplois indus-

triels dont ceux des industries chimiques. Suppressions de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, c'est-à-dire d'enseignants, d'infirmières et agents de la fonction publique hospitalière, privatisation de la Poste, soumission d'entreprises hier « publiques » à des critères de rentabilité de plus en plus drastiques, entraînant par exemple une vague de suicides sans précédent chez France Telecom - Orange. Les impacts sur la protection sociale sont également importants, avec une liste maintenant interminable de médicaments déremboursés, un report des prises en charge solidaires de la Sécurité sociale sur les complémentaires santé qui, du coup, augmentent leurs tarifs, etc.. Le choix de ne pas intégrer dans la Sécurité sociale le risque social que constitue la perte d'autonomie entraîne des coûts insupportables pour les familles touchées par ce fléau. Parmi les populations les plus touchées par ce système, les retraités sont en première ligne, entre décélération permanente de l'évolution des pensions d'une part, hausse des dépenses de première nécessité et baisse des prestations d'autre part. Veut-on revenir à une société, comme au 19^e siècle, composée d'une poignée de retraités-rentiers hyper-riches, entretenus au détriment d'une masse ultra-majoritaire de retraités indigents et ne pouvant assurer que leurs besoins primaires en attendant la mort ?

Le contraste est frappant quand on regarde du côté de ces riches justement, pour qui les droits de succession ont été supprimés à quasiment 100 % et à qui on a taillé sur-mesure un bouclier fiscal.

L'explosion des inégalités a permis à certains de désigner des boucs émissaires tout trouvés : les étrangers, les sans-papiers, etc.. Les idées nau-séabondes de l'extrême-droite ont été de plus en plus banalisées par les médias, et par une partie de la classe politique. Le discours extrémiste, en se parant de phrases et de slogans « antisystèmes » qui peuvent être confondus avec ceux de la CGT pour certains, ou en empruntant des consonances sociales, a rallié un nombre de voix inédit en France. Ne faut-il pas de nouveau rappeler que les vrais assistés ne sont ni les chômeurs, constamment suspectés d'être des faîneants, ni les malades qui ne sont pas plus des « tire-au-flanc » que les retraités ne sont une « charge » pour les actifs. Les assistés, ce sont ceux, rentiers, qui vivent toute leur vie aux crochets de ceux qui créent les richesses, à savoir les riches, qu'ils soient étrangers ou français.

Ne faut-il pas rappeler que la première des exclusions, la première des insécurités, est celle de l'emploi, et qu'en augmentant les salaires, donc en diminuant les profits, on relancerait la machine

économique, ce qui créerait une demande créatrice de millions d'emplois pour tous et toutes !

Dans le document d'orientation de cette dixième conférence sont développés un certain nombre de thèmes qui, lorsqu'ils sont mis en cohérence, imposent une rupture franche avec la société inégalitaire dans laquelle nous vivons.

Même si Sarkozy et sa bande ont été évacués du pouvoir, doit-on pour autant considérer que l'essentiel est fait pour sortir les travailleurs de l'impasse dans laquelle on nous a jeté ? Répondre oui à cette question serait remettre à l'ordre du jour certaines erreurs commises au début des années 80. Au nom de notre indépendance, vis-à-vis de n'importe quel pouvoir en place, n'est-il pas au contraire nécessaire de poursuivre la bataille des idées, et d'organiser la mobilisation des travailleurs pour imposer la satisfaction de leurs besoins, actifs comme retraités ?

Car ni la voix « royale » de l'austérité, ni la dictature de la dette ne sont une fatalité. Le mouvement social a une histoire riche et bien enracinée dans notre pays. Les patrons, qui sont aux manettes aussi bien économiques que politiques, n'ont pas toujours fait ce qu'ils ont voulu faire : 1936, 1945, 1968. Nous connaissons bien ces dates et savons ce qu'elles signifient. « Nous », mais pas seulement. Les patrons connaissent aussi ces dates, ils savent que quand la classe ouvrière est unie derrière un projet de société lisible, clair, et qu'elle se mobilise, son pouvoir est immense.

C'est pourquoi nous devons bien déchiffrer tous les aspects de la société dans laquelle nous vivons, en partager la teneur avec les citoyens et les salariés qui nous entourent, afin de rendre possible, dans les esprits, une réelle alternative à la simple continuation du capitalisme prédateur.

Dans cette démarche, les retraités ont un rôle à jouer, au même titre que les actifs. Alors ne déléguons pas au seul pouvoir politique ce qui relève de notre responsabilité, que ce soit la défense de nos intérêts jusqu'aux questions de choix de société dans laquelle nous voulons vivre. La bataille des idées, en ce sens, est la première à mener, non pas la seule, mais celle qui permet d'avoir des perspectives politiques ainsi que les possibilités de luttes et d'expression du rapport de forces. Pour diffuser auprès de la population et des salariés nos idées, nos revendications, encore faut-il que nos militants, actifs comme retraités, soient eux-mêmes armés, informés, formés.

De ce point de vue, la Fédération édite un certain nombre de publications, La Voix des Industries

Chimiques, L'Actualité du Militant, le bulletin On Continue, le Courrier Fédéral, qui existent pour aider nos camarades à mener cette lutte idéologique, au moyen d'un travail au plus près du terrain, comme l'a souligné un camarade hier.

La question du lien actif-retraité est posée également dans nos activités, de nombreuses revendications nécessitent que ce lien soit le plus solide possible, à commencer par la question des salaires, donc des pensions et donc aussi du financement de la protection sociale, autant de questions qui dépendent largement d'une dimension professionnelle, d'un statut d'entreprise ou d'une convention collective. Et je ne parle pas du rôle premier de l'UFR, qui est de promouvoir la continuité syndicale, qui là aussi, nécessite un lien actif-retraité au niveau du syndicat.

Je terminerai mon intervention par un élément abordé hier dans les débats : le rôle du patronat et sa responsabilité dans le visage de notre société. Car le sort des actifs, mais aussi celui des retraités, est lié au niveau du rapport de forces que nous sommes collectivement capables de construire face au patronat, celui de nos industries en particulier. Il reste important de dénoncer ce rôle du patronat, y compris dans la population retraitée qui pourrait avoir l'impression qu'elle n'a de comptes à demander qu'à un pouvoir politique qui ne demande qu'à rompre le lien solidaire entre les retraités d'une part et la création de richesses sur le lieu d'exploitation qu'est l'entreprise.

Intervention Lucette Denis (Total Donges)

« Assistés » : au moins 1 personne sur 2 est persuadée que les chômeurs sont légions et que ce sont eux qui profitent, ne cherchent pas de travail. On a beaucoup à lutter, y compris dans le syndicat, contre ces idées que les médias véhiculent tous les jours. Sujet à développer dans nos interventions.

Intervention de Jean Ubéda (Gemey Ormes)

Le choix de société est posé : ou la solidarité ou une société d'exclusion, d'arbitraire et en fin de compte seulement « nazi », on élimine tous ceux qui ne servent plus la rente du capital, les « vieux », les handicapés, les « inutiles ». Le choix est posé mais pas expliqué car « Pujadas et Ferrarri » ne l'expliquent jamais à la télé. Or aujourd'hui, la richesse créée pourrait nourrir la terre entière, mais la terre ne pourra jamais satisfaire le Medef, les rentiers. Petite info : les dirigeants de L'Oréal se sont voté une « retraite » de 50 % de leurs anciens revenus (ceux-ci étaient de 50,

80 ou 140 000 euros par mois, ce qui fait, 25, 40 ou 70 000 euros par mois, de quoi rêver !), de quoi se révolter. Alors, qui coûte cher ?

Intervention de Fabien Prive Saint Lanne (Total Donges)

Marx : les chômeurs sont l'armée de réserve du capital. Quel militantisme pour les retraités (comme pour les chômeurs), qui ne peuvent pas faire grève ?

Intervention de Robert Perriolat (Rhodia Roussillon)

Le système capitaliste au niveau planétaire produit ses propres contradictions et une lutte interne et de plus en plus du fait d'un nombre plus important de grandes fortunes.

Sarkozy déclarerait : « On peut perdre une bataille idéologique, mais nous devons contourner et gagner la bataille des idées. »

Donc nous avons une nécessité de mener la bataille idéologique sans concession. Exemple : nous avons gagné l'idée de la retraite à 60 ans, mais nous sommes en échec sur le financement. Cela nous impose donc de nous armer d'avantage avec notamment « lire CGT ».

Intervention de Pascal Tailleux (Gpn Normandie)

Un camarade retraité de mon syndicat m'a dit hier que les débats étaient tristes, moroses, alors que l'on peut au moins se réjouir d'avoir dégagé Sarkozy.

Par rapport aux débats, aux références économiques : « Moi, mes références sont ce que produit notre cabinet Cidecos en matière économique. Mes références dans cette salle, à la CGT, sont Carlos Moreira, Emmanuel Lepine et pas Mélenchonet les journaux des Partis. Nous sommes à la CGT.

Intervention de Jean Robert Hoarau (Spm Berre)

Suite au débat, je constate que, que nous soyons actifs ou retraités, nous nous posons les mêmes questions et nous avons identifié les mêmes problèmes. Alors la grande question est : « Comment résoudre ces problèmes ? » pour l'instant, la seule solution que je connaisse c'est d'aller sur le terrain et d'essayer de se battre contre les idées reçues, tant sur la dette que sur les retraites, l'immigration, etc...

Intervention de Julien Figuet (Rhodia Roussillon)

Entre nous, nous sommes des retraités. L'union des états humains a permis, pour nous, d'obtenir des avancées sociales (les retraites, la santé – sécurité sociale -). Il ne faut pas opposer les chômeurs aux actifs, les étrangers au français.

Intervention de Lucienne Chardon (OCPR Angers)

Que doit faire la CGT pour mettre les politiques dans le droit chemin ?

Intervention de Jean Isicato (Site Chimique du Pont de Claix)

Il faut quand même rappeler que les retraités sont d'anciens salariés et que les salariés sont de futurs retraités. Notre sort est lié complètement. Nous sommes dépendants les uns des autres. Nous avons fait le choix de parler des salariés socialisés, de continuité syndicale, de perte d'autonomie et non de (dépendance), nous devons donc impérativement marcher ensemble.

Pour ce qui concerne la relation politique et syndicale, la politique on en fait à chaque instant de notre vie. Débattre syndicalement, c'est faire de la politique. On peut se réjouir d'avoir chassé une équipe, mais nous devons rester une force d'opposition et continuer à porter et défendre nos revendications avec la même force.

Intervention de Jeanine Pany (Kodak Paris)

Dans les luttes à venir, ne pas oublier l'abrogation de la loi Bachelot, avec la fermeture des lits et des hôpitaux, ce qui oblige à aller dans le privé pour ceux qui en ont les moyens, bien sûr.

Le déremboursement des médicaments, les dépassements d'honoraires.

Nous ne voulons pas du 5^{ème} risque, la perte d'autonomie doit être prise en charge comme toutes les maladies.

J'espère que l'on revendiquera sérieusement pour faire disparaître ces lois néfastes pour les salariés et les retraités, enfin pour tous !

Intervention d'Alain Vassaux (Fnme Ufr)

Vivre de son salaire, vivre de sa pension, pour beaucoup cela devient impossible, notamment pour les jeunes et bon nombre de retraités.

Dès maintenant, des axes revendicatifs existent :

Retour sur la TVA sociale qui est un véritable hold-up. Des ressources existent, annulation des exonérations, plein emploi, etc...

Annulation de la non-revalorisation de tranches d'impôts. Cette disposition condamne de nombreux citoyens à devenir imposables avec tous les problèmes que cela engendre (aides de toutes natures). Sur le même registre, la suppression de la 1/2 part fiscale, pour les veuves et veufs, doit être annulée.

La solidarité doit être une réalité. Les contrats groupes d'entreprises mutuelles remettent en cause ce principe. Les retraités paient « plein pot ». Les employeurs ignorent les retraités (IEG).

L'insécurité, quelle qu'elle soit, dans la cité, au quotidien, comme pour les services ou services publics (transport-santé) doit faire partie de nos débats. Sans cela, on laisse libre court à des malentendus (vote FN).

Les retraités sont une force économique et sociale considérable (14 millions). Ils génèrent plusieurs centaines de milliards d'euros de PIB. Ils sont omniprésents dans le tissu social (garde d'enfants, aides de toutes sortes...)

Faisons valoir cette force ensemble, rassemblés au plus près des salariés et pensionnés.

Intervention de Jacques Porre (Planet Wattohm Senlis)

Est-ce que les retraités vivent mieux maintenant qu'avant ? Solidarité : si une catégorie la pratique bien, ce sont les retraités, qui aident les enfants et les parents (perte d'autonomie). Impact des mesures qui les touchent directement : TVA sociale (espérons que ne sera pas mis en œuvre) tranches d'impôts non revalorisées, demi-part supprimée, mutuelle... On a condamné sous l'ancien gouvernement mais maintenant il faut agir. Dans le document d'orientation on parle des femmes : certaines de plus de 65 ans travaillent. Comment supprimer cette inégalité envers les femmes ? Lutte des femmes chez Ford : ont lutté contre tout le monde, le patron, les hommes, les syndicats.

Intervention de Robert Lebourg (Dunlop Montluçon)

Difficulté à rassembler chômeurs et retraités : c'est dû à l'individualisme depuis des années. Certains se sentent sortis de l'entreprise. Eviter que, à la sortie de l'entreprise, les retraités se sentent hors de l'activité. Le calcul sur les 25 années nous a fait perdre énormément en pouvoir d'achat. Se battre pour regagner ce qui a été perdu. Pas démagogique de demander la retraite à 1700 euros ? Au contraire. Il faut avoir des débats politiques dans la CGT, sur la dette, les cadeaux aux patrons...). Dénoncer les méfaits des politiques menées, faire des propositions politiques et ne

passons pas sous silence qui a la volonté de paix. L'USR a fait une lettre aux candidats en exigeant des réponses et une date limite.

Intervention de Fabien Prive Saint Lanne (Total Donges)

J'ai rejoint la CGT parce qu'elle était éminemment politique. Actuellement, énorme déficit politique chez les jeunes. Etre politique ne veut pas dire être partisan. Nos revendications sont politiques. Aujourd'hui, guerre des classes et c'est notre classe qui va la gagner. Ce serait une erreur de dissocier le syndicalisme et la politique.

Intervention de Dominique Duboc (Esso Port Jérôme)

« Austérité, insécurité » Austérité née de l'euro.

Dix ans après, l'euro devait être rassembleur et contrecarrer le dollar.

Dix ans après, les prix des matières et des aliments ont explosé. On nous dit que c'est à cause du carburant. Un plein de réservoir = 50 francs en 1975 (environ 7 €), aujourd'hui, à quantité égale = 75 € !!! (10 fois plus). 1000 litres de fuel = 1000 €.

Insécurité : « Quand je vais au travail, je me sens en insécurité industrielle. Les arrêts sont raccourcis, et maintenant six ans entre chaque arrêt métal. Budget de maintenance en baisse. Quand on veut dénoncer cette situation dans les CLIC, on nous dit : « Attention vous allez faire peur à la population environnante ».

Intervention de Guy Lapeine (Arkema Pierre Benite)

Quelle vie pour les retraités ?

Il nous faut absolument mettre en avant nos revendications sur les niveaux des pensions. Nous avons des arguments et des supports pour le faire : nos textes, nos tracts, nos journaux, notre militantisme, les supports actuels (internet) mais il y a nécessité de le faire. Dernièrement, il y a réédition d'une lettre-pétition en direction du directeur de la CNAV, et du Président de la République (il s'agit en fait de l'ancien Président récemment battu aux élections de 2012) qui est rediffusée et qui met ouvertement en opposition les régions EDF-GDF et les régions du privé, ce qui met du même coup, en évidence, la justesse de nos revendications et arguments et souligne à grands traits l'urgence de ne pas laisser un instant sans expression et dans tous les domaines, avec tous les moyens (utilisons Internet et ses circuits, c'est efficace).

Intervention de Pascal Tailleur (Gpn Normandie)

Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je suis complètement d'accord avec l'intervention de mon camarade Fabien. Pour éclaircir mon intervention précédente, je pourrais être au PS, on a le droit d'être au PS à la CGT. Il y a des camarades qui étaient gaullistes et à la CGT dans le temps. Imaginons qu'en tant que militant PS je sois intervenu en vantant en permanence le programme du PS, en faisant en permanence des éloges de Hollande. Comment auraient réagi certains camarades ?

Pour revenir dans le débat, il est vrai que les idées reçues sur les malades et les chômeurs faïnénants sont répandues. C'est parfois la vie qui apprend à vivre !

Quelqu'un proche de moi travaillait 10 H par jour, passait sa vie au boulot, jusqu'au jour où elle a été licenciée au bout de 25 ans de boîte. Il a fallu la ramasser à la « petite cuillère » et elle est tombée gravement malade. Aujourd'hui, face à cette nouvelle situation, ses idées ont évolué.

Intervention de Dominique Barbe (Soferti Bordeaux)

J'ai plutôt tendance à dire que ce n'est pas le niveau du salaire qui est important **c'est le coût de la vie**. Le SMIC peut être à 2000 €, si les loyers, si la nourriture, si le carburant, si les adhésions aux mutuelles, si la médecine, l'accès aux soins, etc..., sont toujours aussi élevés, cela ne changera rien. Il faut que les salaires des retraités et des actifs permettent de vivre et pour cela, c'est la politique qui doit changer.

C'est bien le système qui doit changer et évoluer. Le but d'une nation doit être de faire vivre son peuple. Les richesses du pays au service du peuple et non d'une caste. Les lois sociales, elles ont été créées par le peuple. C'est la bagarre du peuple et du monde du travail qui a contribué aux avancées sociales. C'est la mobilisation du monde du travail et du peuple au quotidien, qui fera notre avenir.

Je n'ai pas la recette pour convaincre la majorité de la population, mais notre mobilisation au quotidien contribuera certainement à un avenir meilleur.

Intervention de Lucienne Chardon (OCPR Angers)

Les Femmes et l'Austérité

Revendiquer un salaire minimum de 1700 € pour 35 H, c'est bien. Mais ce n'est pas suffisant !

Des salariés, en particulier des femmes, ne tra-

vaillent qu'à temps partiel 20 H, voire 16 H, surtout dans les nouveaux métiers et emplois les moins bien rémunérés.

En temps d'austérité, les premières touchées ce sont encore les femmes.

Ce sont elles qui restent à la maison pour élever les enfants, faute de crèches ou de nourrices ou plutôt de revenus insuffisants.

La femme salariée, en retraite aujourd'hui, a une carrière complète ou incomplète, calculée sur un salaire de misère à temps partiel (moins de 600 €).

Présentement, 40 ans de cotisations au SMIC permettent une retraite de 750 € minimum, demain qu'en sera-t-il ?

Hommes-Femmes, défendons nos retraites ensemble pour une égalité de traitement. Ce n'est pas l'ouverture à quelques emplois « Hommes » qui doit cacher tous les emplois réservés aux Femmes. Ces emplois qui ne permettent pas à la femme salariée de s'épanouir.

Messieurs, Mes Camarades, le salaire des femmes n'est pas un salaire d'appoint, le travail des femmes produit des richesses comme celui des hommes, elles doivent en bénéficier et être reconnues salariées à part entière.

Lecture d'un extrait de l'intervention préparée par Monique Rougieux (absente) (Rhodia Paris)

Impossible de lister ici tous les problèmes que rencontrent les locataires du 1% Logement et qu'ils ne cessent de dénoncer au travers de leurs amicales, lorsqu'elles existent. C'est pourquoi nous souhaitons la constitution d'une commission Logement au niveau de la Fédération, composée de salariés actifs et retraités en vue de procéder à un état des lieux au niveau national et de décider ensemble des actions auprès du patronat, du gouvernement, des bailleurs, pour sauver et pérenniser le caractère social du 1% Logement.

Intervention d'Antoine Casula (Complexe Chimique de Carling)

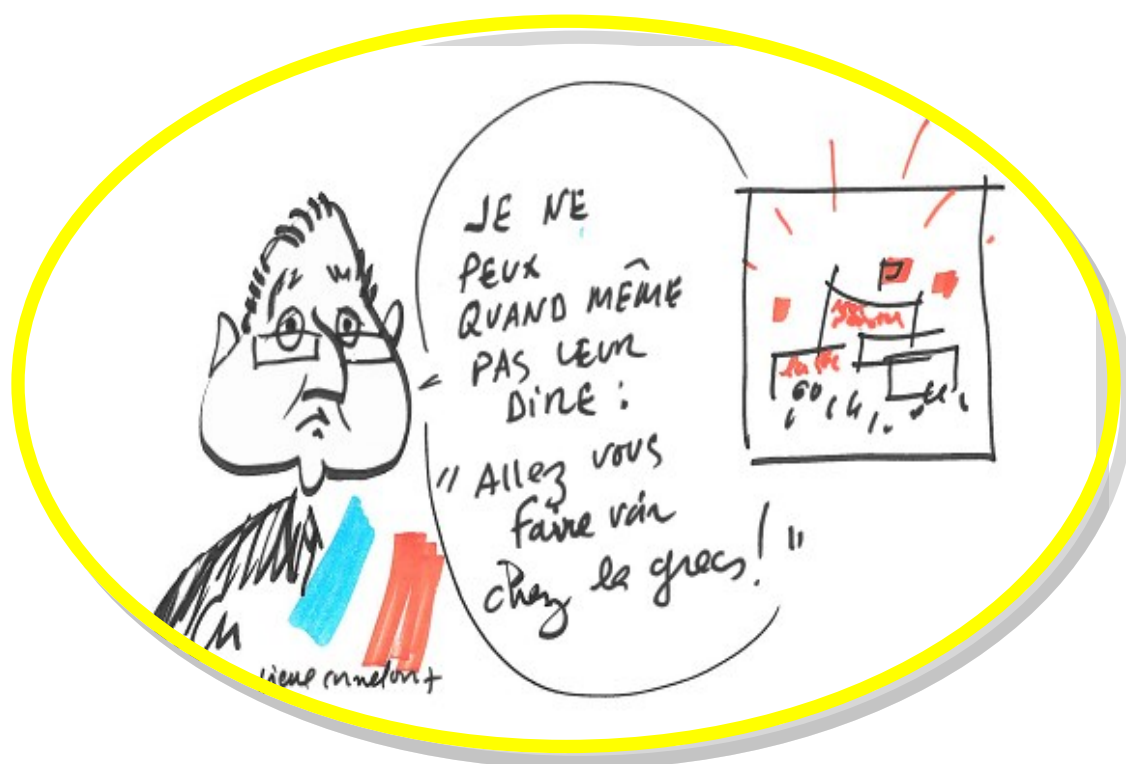
L'augmentation du chômage aura pour effet de diminuer le montant des pensions.

Carling : risque de perte de 300 à 900 emplois sur le complexe. Augmentation des chômeurs sur la région. Chômage = arme du patronat et de la finance contre les salariés. Les privés d'emploi sont victimes d'un système. Imposer un autre partage des richesses.

Intervention d'Yvette Mercier (Michelin Clermont Ferrand)

Il y a nécessité impérieuse à tout reconstruire. Un socle solide comme au lendemain de la guerre avec le Conseil National de la Résistance sous la forme d'un Conseil national collectif, regroupant toutes les générations sur les thèmes : formation, emploi, salaires, retraites, protection sociale, services publics. Dans notre région, des territoires désertifiés par les services publics se sont vu pro-

poser des ONG comme Médecins du Monde, au lieu du maintien du service public de la santé ! Austérité et croissance, il faut choisir ! Et la dette ? Ne pas la payer !!! car ceux qui vont délivrer le reçu, c'est qui ? Les marchés financiers, quant à la sécurité alimentaire, la première chose à bannir au niveau mondial, c'est la spéculation sur les céréales, sinon, demain, nous aurons tous faim.



3ème SEANCE

« Quelle société pour les travailleurs ? »

Introduction : Roger Casanova (Complexe Chimique de Carling)

Chères et chers Camarades

Victor HUGO a écrit : « ...j'aime beaucoup le président, vu de dos quand il s'en va.... »

Et nous aussi !

Donc, ça y est, il est parti, ou plutôt, on l'a viré ! Après 5 ans d'arrogance, 5 ans de mensonges, 5 ans de mépris envers les travailleurs. Ce quinquennat aura été la recherche de boucs émissaires à la crise, ils y sont tous passés : les sans papier, les chômeurs, les fonctionnaires, les immigrés, mais jamais le capital.

Cet individu, qui est passé en 5 ans, de la lettre de Guy MÔQUET, aux thèses fascistes les plus avancées, ne peut être qu'un imposteur !

Il est parti, mais rien n'est réglé. Quand on connaît la vision de l'Europe qu'a son successeur, quand on se souvient de sa position lors du référendum sur la constitution européenne, ceci doit nous appeler à beaucoup de méfiance.

Encore une fois, il ne faudra compter que sur nous mêmes.

Lorsque l'on m'a demandé d'assurer l'introduction de cette 3ème séance de notre conférence, c'est-à-dire....*quelle société pour les Travailleurs...* , je me suis dit que cela pouvait se résumer en une seule phrase : ...*réinstaurer une société de justice sociale et solidaire...* cette société solidaire qui, en 5 ans, a été fortement ébréchée en France et totalement inexistante dans la politique européenne.

La restauration de la solidarité dans notre pays, doit être le fil rouge de nos actions futures. Parce qu'il est un domaine où l'antagonisme des classes sociales est significatif, c'est bien celui de la solidarité.

La classe capitaliste n'a jamais fait preuve de solidarité entre elle, certes, elle passe des accords de circonstance, dictés par le choix de ses propres intérêts, mais avec un seul objectif qui est d'avaler l'autre pour faire encore plus de profits. Les classes populaires, elles, ont recherché de tout temps les moyens de mettre en œuvre une vraie solidarité pour faire face aux coups durs.

Depuis de nombreux mois, toute l'actualité est braquée sur la crise financière et le spectre d'une austérité sévère, austérité que le gouvernement précédent avait déjà largement commencé à instaurer.

Le gouvernement Sarkozy, bien installé dans une Europe ultra libérale, a parfaitement accompli sa tâche qui était de préserver la toute puissance des marchés financiers. En effet, le bilan du capital est florissant avec, pour ne citer que deux seuls chiffres, bon an, mal an dans notre pays, une moyenne de 250 milliards d'euros de dividendes reversés aux actionnaires toutes entreprises confondues et 170 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales pour les entreprises.

Pendant ce temps, nous connaissons, tous ici, la souffrance des jeunes, des retraités, des chômeurs, des salariés et de leurs familles, avec une diminution incessante de leur niveau de vie qui a en conséquence, fait basculer près de 9 millions d'entre nous en-dessous du seuil de pauvreté.

INACCEPTABLE cette austérité imposée par l'Europe et cette précarité sociale, car elles ne peuvent avoir comme seule issue que celle de faire tomber un peu plus d'entre nous encore dans la misère !

Alors que faire ?

Eh bien, il faut que le peuple de France exige de ce nouveau gouvernement une profonde réforme politique économique et sociale.

L'état doit reprendre le contrôle des secteurs clés de notre économie qui ont tous été plus ou moins bradés au privé, comme le système financier, l'énergie, la santé, les services publics.

La finance avec la renationalisation des banques, parce qu'elles sont le passeport indispensable à tout développement. Elles sont aujourd'hui source de grand profit pour le capital. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour financer l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements. Il faut aussi taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

L'énergie avec une reprise totale, par l'Etat, du contrôle des grandes sociétés, dont le seul souci pour l'instant, est la rémunération de leurs actionnaires et tout cela au détriment de l'intérêt public. Pour ne citer que le groupe Total, le plus significatif qui, avec 10 milliards de bénéfice supprime des centaines d'emplois en France.

Cette reprise du contrôle par l'Etat fera en sorte que des groupes comme EDF et GDF, ne se fassent concurrence et cherchent à se nuire, toujours au détriment des usagers.

La santé, notamment les laboratoires pharmaceutiques doivent retourner, d'une manière ou d'une autre, dans le giron de l'Etat, ces sociétés qui, pour accroître leurs mirobolants profits, n'hésitent pas, et les exemples ne manquent pas, à mettre en danger ceux d'entre nous qui sont obligés de payer chèrement leurs services. Leurs exigences plombent un peu plus la Sécurité Sociale.

Enfin les services publics, fortement endommagés ces cinq dernières années, se sont éloignés, comme jamais, des besoins de la population, bien souvent de manière dramatique, toujours sous couvert des exigences budgétaires de l'Europe qui, bien sûr, ne sont exigées qu'envers les populations.

A savoir que les activités les plus juteuses, ont été transférées au privé, pour exemple entre autres : des services hospitaliers, des maisons de retraite, les autoroutes...etc...

C'est donc la restauration et le développement des politiques publiques et des moyens des services publics que nous devons exiger.

Autres sujets brûlants, ceux de l'éducation et de la recherche, l'Etat ne doit plus les considérer comme des charges budgétaires, mais comme des investissements parce qu'elles représentent l'avenir de notre pays. Restaurer l'éducation pour diminuer le taux d'échecs qui, malheureusement ne cesse de croître ces dernières années.

Arrêter la privatisation rampante de nos universités, pour ne pas voir, comme aux Etats Unis, des universités sous contrôle de grandes firmes, avec un but bien précis de recherche de leurs propres intérêts immédiats.

Je voudrais tout de même insister plus particulièrement sur la reconquête de la Sécurité Sociale que l'entreprise de démolition Sarkozy a mise à mal.

Retourner aux fondamentaux de la Sécurité Sociale de 1945.

Comment, à cette époque d'après guerre, avec toutes les difficultés que nos anciens ont rencontrées, alors que la France était détruite, exsangue, que chaque franc était utilisé à la reconstruction de notre pays, le Conseil National de la Résistance a réussi à mettre en place notre Sécurité Sociale. Alors comment se fait-il qu'aujourd'hui,

avec les super profits que l'on connaît, avec ce brassage de milliards qui se fait, on rencontre des difficultés ?... c'est tout simplement parce que l'argent acquis par le travail est passé de la volonté de solidarité, dans la poche du capital, c'est aussi simple et flagrant que cela.

Concernant la Sécurité Sociale, je voudrais informer, pour les camarades qui ne le sauraient pas encore, que la CGT a diffusé le mois dernier un document sur des propositions de financement de la Sécurité Sociale. Je vous invite à en prendre connaissance et à donner votre avis dans les différentes instances de notre organisation où auront lieu les débats.

Pour ce qui concerne, le pouvoir d'achat, comme le revendique la CGT, je n'ai pas entendu du nouveau gouvernement, qu'il mette le SMIC à 1700 euros, qu'il revalorise les salaires, les pensions et les minima sociaux, ce qui nous paraît être capital.

Car donner plus de pouvoir d'achat, c'est d'abord, bien sûr, améliorer les conditions de vie des populations, mais c'est aussi favoriser la relance économique de notre pays et assurer le financement de la protection sociale pour donner une bouffée d'oxygène à notre système de retraite par répartition en augmentant les recettes. Tout comme la suppression de toutes les exonérations fiscales et sociales, améliorera notre système social.

Sur la question des retraites, la proposition faite par le nouveau gouvernement, n'est pas du tout à la hauteur des mois et des mois de lutte que les salariés ont menée, pourtant certains hommes et femmes politiques, aujourd'hui ministres, étaient avec nous dans la rue.

On constate souvent que les élections génèrent une grave pathologie, qui est l'amnésie, et pour soigner cette pathologie, un seul et unique remède est efficace, c'est la lutte des salariés.

Concernant l'industrie et l'emploi, le nouveau Ministre du redressement productif, avait déclaré, alors qu'il n'était pas encore Ministre : «...un pays qui ne produit plus, est un pays qui est dans la main de ceux qui produisent... » il faut reconnaître que c'est tout à fait juste, puis il a continué en prônant la résistance à une économie de patrons voyous, alors ça, c'est très fort camarades ! Et l'apothéose c'est quand il a déclaré, écoutez bien Camarades, que «...la politique est plus forte que l'économie, nous avons encore des frontières... ». Alors là Camarades ! Tous debout et applaudissons ! Car beaucoup n'auraient pas osé !

Mais la réalité c'est qu'aujourd'hui, avec toutes les urgences que l'on connaît, la seule proposition qu'il met en avant, et encore avec beaucoup de précaution, c'est une recommandation de réorienter la commande publique vers les sociétés de l'hexagone, ce qui aurait toujours dû être la moindre des choses.

Alors tant pis pour les salariés qui sont dans des situations critiques, dans la métallurgie, dans la chimie et tant d'autres encore. Les ministres du travail et du redressement productif, ne parlent pas d'interdire les licenciements boursiers, ni de stopper les suppressions d'emplois et de contraindre les entreprises à de véritables alternatives aux licenciements. Ils n'envisagent pas non plus de donner le droit de veto aux comités d'entreprises. Ils n'envisagent pas pour l'instant de faire tomber aux oubliettes le projet d'accord compétitivité-emploi. Ce projet crapuleux initié par le MEDEF, avec des conséquences considérables pour l'avenir des salariés.

Devant cette situation, on mesure toute l'étendue de notre tâche, tout le niveau de résistance que les salariés devront mettre en œuvre pour améliorer leur vie, celle de leur famille et sortir de cette crise du capital, dont ils sont les seules victimes.

Le capital a mené, ces 5 dernières années, une lutte de classes tambour battant, d'une rare violence et d'une arrogance jamais égalée. Alors je voudrais m'adresser aux camarades qui vont participer au prochain congrès confédéral, de bien veiller à ce que cette notion de lutte de classes soit bien gravée dans l'esprit et dans les écrits de ce congrès. Car c'est la condition indispensable pour assurer une résistance à la hauteur de la situation.

C'est aussi une des conditions pour sortir la CES de son endormissement, car il faut reconnaître que devant les drames que vivent les populations de Grèce, d'Espagne et d'autres, la CES a présenté un service minimum, alors, on est même en droit de se demander : à quoi sert-elle, ou plutôt qui sert-elle ?

Je pense bien sincèrement que seule la CGT est en mesure de booster la résistance en Europe.

A ce propos, je voudrais terminer en rappelant une citation de notre Camarade Benoit FRACHON, il disait : « **la classe ouvrière n'obtient que ce qu'elle impose par son action décidée et le syndicat doit organiser, diriger la lutte de millions de prolétaires qui comptent sur lui.** »

Voilà, chères et chers Camarades ma contribution à l'introduction de cette séance, conscient qu'il y a encore beaucoup de choses à dire, mais je laisse la place au débat.

Merci de m'avoir écouté.

Intervention de Jacques Rivoire (Sanofi Aventis Vi-try sur Seine)

Honte à Sanofi ! Mehdi B. a été jeté le 31 mars 2012 après 7 années d'intérim en continu !! 7 années de travail et Sanofi lui propose une nouvelle carrière de chercheur d'emploi. Sanofi, industrie de santé ? 8,795 milliards de profits sur la santé en 2011. Le directeur général a perçu en 2011 : 7,134 milliards (+ 17 %) soit 19 500 euros par jour ! En mars 2009, quand j'ai quitté le groupe, le plus bas salaire était de moins de 20 000 euros par an. Ce qui veut dire que le directeur général touche par jour ce qu'un de ses salariés touche dans l'année.

Dernière chose, un rappel : notre UFR avait demandé que notre retraite de la CNAV soit payée non pas le 9 ou le 10 de chaque mois mais dès le premier. Avec le nouveau gouvernement, il va falloir refaire la demande et aussi au niveau de l'UCR.

Intervention de Claude Gillet-Colart (Secrétaire Générale de l'UFR)

Nous avons une responsabilité : les peuples d'Europe, qui souffrent, et en particulier les Grecs, observent comment les choses se passent chez nous avec le changement de président et peut être, bientôt, d'Assemblée nationale, si nous allons être en capacité de faire évoluer la société dans le sens d'une vraie justice sociale.

Intervention de Michel Ducasse (Carbone Savoie Lannemezan)

Nous ne sommes pas anti Européens mais pour une autre Europe sociale. Seule la lutte des peuples d'Europe, au niveau nécessaire, permettra de remettre en cause et de modifier fondamentalement la politique antisociale qui nous est imposée.

En France, nous avons un énorme potentiel humain avec seulement les chômeurs et les retraités (20 millions de personnes) de mettre dans la rue des millions de femmes et d'hommes. C'est par la rue, toute notre histoire nous l'a démontré, que l'on fera prendre en compte nos légitimes revendications.

Notre priorité absolue doit être la reconquête industrielle qui génèrera des emplois, permettra de réduire de façon substantielle le chômage et de résoudre en grande partie les « déficits » de la sécu ainsi que des caisses de retraite. Cela doit être notre principale revendication.

Intervention de Pascal Tailleur (Gpn Normandie)

C'est vrai, on est regardé à l'étranger. Hollande passe pour un affreux gauchiste. Nous qui le connaissons, on peut dire qu'il y a un vrai décalage avec la réalité. Mais rappelons-nous le CPE, Hollande était pour, nous contre, et on peut se réjouir d'avoir gagné contre lui !

Sur les revendications, on formule de différentes façons l'interdiction des licenciements boursiers dans les entreprises qui font des bénéfices...

Dans le dernier tract de la Fédé, on a remis nos revendications, retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisations, SMIC à 1700 euros... Il y a aussi l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui créent des richesses. Ça me va bien car je ne connais pas d'entreprise qui ne crée pas de richesses. Maintenant, comment l'imposer ?

Par la lutte, la loi, les deux, mes Camarades. Il faut imposer l'interdiction des licenciements. Il faut que le licenciement coûte tellement cher au patron que ça lui passe l'envie de licencier.

Exemple dans ma boîte avec le plan de 2006 : les salariés sont partis à 52 ans et pour certains mutés à 50 ans afin d'atteindre leurs 52 ans. Ce sont des salaires payés pendant près de 10 ans.

Intervention de Claude Badoil (Arkema Pierre Benite)

Dans son introduction, Roger a évoqué la question du SMIC à 1700 €, la nécessaire revalorisation des salaires, des pensions, des minima sociaux, du pouvoir d'achat en général.

Sur ce sujet, n'y a-t-il pas matière à réflexion, à partir de ce que les gens nous disent aujourd'hui, en ce moment ?

Ils nous disent : « J'ai fait le compte de l'augmentation de ma retraite en une année, et ça fait tant d'euros par mois. Mais par mois, je dépense plus qu'il y a un an ».

Ils disent aussi : « Avant, la CGT avait son propre indice. Il faut qu'elle le remette en route ». C'est vrai qu'à un moment donné, il a été décidé de le supprimer pour raisons diverses. Il y avait certainement des raisons objectives.

Et c'est là que des gens nous disent, des nôtres, il faudrait rétablir l'indice CGT. Je ne sais pas si c'est possible, mais ça permettrait de confronter des éléments, des méthodes pas forcément comparatives, pour ne pas parler d'objectivité.

Surtout que dans la période des années 75, avec l'inflation à 2 chiffres, dans nos tracts nous écrivions : « Le coût de la vie, ou les prix, ont augmenté de tant selon l'indice INSEE et de tant selon l'indice CGT et lorsqu'on négociait les salaires, il y avait toujours des tensions, des controverses avec les patrons, sur les références à prendre en considération.

Aujourd'hui, officiellement, il ne reste que l'indice INSEE dont on ne parle pas ou peu de la manière dont il est calculé. Ce qui pose quand même question.

De plus, il me semble avoir lu quelque part que désormais la grande distribution publierait un indice des prix à la consommation, avec tout ce que cela comporterait comme risque.

C'est pourquoi, sur le sujet, il y a certainement matière à réflexion et réflexion approfondie pour ne pas se faire avoir. Je ne doute pas que la CGT s'en préoccupe mais c'est une affaire que nous devons absolument suivre car ça concerne les conditions de vie des Français, des retraités, en général, et de nos adhérents, en particulier, dont on doit porter le souci et répondre à leurs interrogations.

Je me souviens qu'en 1976, on marquait des points. Peut-être que l'on avait un rapport de forces plus favorable qu'aujourd'hui. Il y a eu des négociations entre la CGT et le gouvernement afin de prendre en compte l'indice des prix de la CGT, donc la représentation des travailleurs et c'est le président de la république, Giscard d'Estaing, qui s'est opposé personnellement et fermement à la poursuite de ces négociations. Ça n'est pas pour autant que ces négociations auraient abouti mais des choses ont existé. S'il y a eu discussion c'est bien que les deux parties avaient été affectées par l'argumentaire de l'autre.

Intervention de Jean Pierre Wallerand (Sanofi Aventis Vitry)

Notre syndicat demande l'exigence de revendications des retraités et non l'idée de revendications « spécifiques ». Ce dernier mot laisse à croire que notre catégorie nous divise de l'ensemble de la société. Nous sommes dans cette société et agissons dans plusieurs domaines. L'intervention de notre syndicat s'adresse en direction de l'UFR : prendre en compte dans nos revendications de nos métiers de la chimie/pharmacie et autres concernant tous les risques professionnels et maladies professionnelles. Notre syndicat demande que l'UFR intervienne auprès de la fédération pour la mise en place d'un groupe de travail concernant

les maladies professionnelles. Pour idée principale, notre syndicat travaille en coordination complète avec les deux syndicats du site (production et recherche). Nous rappelons que nous avons gagné plusieurs procès : l'amiante principalement. Nous mettons en place une procédure pour préjudice d'anxiété.

Notre syndicat se met à disposition du Conseil National pour plus de détails concernant notre bataille.

Intervention de Jean Robert Hoarau

Il vaut mieux un PSE payé à 100 % par le patron que des licenciements payés par les contribuables. Mais, il y a un revers à ces PSE. C'est que les salariés à qui le patron propose un PSE avec de bonnes conditions n'ont plus la même volonté pour se battre et ils oublient que chaque emploi perdu est un emploi en moins pour nos enfants.

Intervention de Alain Passat (Adisseo Commentry)

La CGT et la politique : elle est indépendante mais pas neutre. Il ne faut pas non plus se « prendre la tête », la fille Parisot (Medef) fait bien de la politique. Les médias dominants et « bien-pensants » nous expliquent qu'il n'y aurait pas d'autre alternative à la crise que l'austérité.

On voit où en sont les grecs ???

Intervention de Robert Lebourg

Le droit de vote des CE ne suffit pas, il faut aussi le droit de stopper les licenciements boursiers, le veto. Modification des cotisations : il faut que la CSG disparaisse, elle doit être rayée de la carte. Besoin d'un syndicalisme de classe et de masse.

Intervention de Christian Picard (Grande Paroisse Normandie)

Dans son intervention, Roger a abordé le point de : « Reprendre les secteurs clés de l'économie ». Vaste chantier. Nous avons tous plus ou moins connu les différentes phases dans nos entreprises, privées → nationalisées et ensuite l'inverse. Lors de la phase privatisation, la CGT, dans le groupe Total, a été largement battue sur le plus idéologique. La majorité des salariés de l'entreprise, malgré la campagne d'explication de la CGT sur la nocivité des privatisations, est devenue actionnaire de l'entreprise. Cette expérience doit nous servir de leçon pour éviter deux fois les mêmes erreurs. Beaucoup de travail en perspective.

Sur la dette publique, en France elle est d'environ

1700 milliards d'euros. Elle se rembourse sur 7 ans et un mois. Je suis de ceux qui préconisent de ne pas payer, comme l'a fait le peuple islandais. Toujours sur les médias pour montrer leur nocivité, nous avons assisté vendredi, dans l'émission du service public « Thalassa », à un reportage honteux sur Cuba, sans rien dire de l'embargo depuis 50 ans, sans rien dire des avancées sociales dans ce pays. Cuba n'est pas le paradis, mais la France non plus !

Sur la sécu : Ambroise Croizat en est le symbole et l'artisan. Avec le Conseil National de la Résistance, cette grande solidarité a été mise en place, les patrons n'y sont pour rien, ils étaient pratiquement tous en « taule » à la libération pour collaboration avec les Allemands. Dès sa mise en place, la sécu a été attaquée par le patronat et le pouvoir en place (de Gaulle).

Le « trou » de la sécu : lorsque l'Etat et le patronat auront payé leur dette, la sécu sera excédentaire de 9 milliards d'euros. Nous devons nous expliquer sur cette question. Sur les salaires et pensions de retraite : ils sont insuffisants, il faut les augmenter mais aussi garantir le pouvoir d'achat.

Jean Ferrat chantait : « La porte du bonheur est une porte étroite, on m'affirme aujourd'hui que c'est la porte à droite », et en fin de chanson Ferrat dit que la porte de droite n'est pas la bonne... Je partage, mais cette porte, il faut s'y mettre à tous pour la tenir grand ouverte.

Intervention de Maurice Lecomte (Ucr)

Aller dans le sens de la syndicalisation n'est-il pas lié à notre propre capacité à nous adresser à tous nos syndiqués et d'être en rapport avec le plus grand nombre de retraités ?

Il s'agit de le faire dans une période de crise grave qui affecte la vie économique, financière et sociale du pays. Dans ces conditions, il ne s'agit pas d'en rabaisser le contenu revendicatif, mais de mener une activité et de poser la question du prolongement en connaissant l'état d'esprit des retraités dans cette situation de crise.

Et, c'est vrai que les échos des réunions de sections ou de rencontres avec des retraités montrent une large diversité de réflexions et de réactions !

Avec la crise, ses origines, ses effets, les alternatives possibles.... Il y a bien des impatiences, mais aussi beaucoup d'interrogations et pas mal d'inquiétudes.

Si c'est vrai parmi les retraités, cela existe aussi chez les syndiqués.

Il s'agit de lire et de dire en prenant tous les initiatives, afin que les syndiqués et les retraités soient informés et puissent débattre de ce que la CGT apporte comme opinion et propose d'autres choix économiques.

La construction des actions se fait en permanence : assemblées générales plus nombreuses, diffusion de tracts, initiatives locales, débats locaux sur les grandes revendications, travail avec les CODER-PA. D'autre part, le nombre de syndiqués : plus de 115.000 en 2008 sur 15 millions de retraités, on a de la marge ! Mais également l'implication du plus grand nombre dans la permanence de l'activité, être informés, participer aux débats et aux décisions, rencontrer les retraités avec les propositions de la CGT.

Notre chance de succès ne passe-t-elle pas par le nombre de syndiqués en capacité de rencontrer, discuter sur la population retraitée ?

Il s'agit en clair, de s'interroger sur nos modes de fonctionnement et, plus précisément, sur les outils nécessaires au développement d'un syndicalisme authentique de masse, c'est-à-dire capable de s'adresser individuellement et collectivement à un plus grand nombre de retraités et permettant la syndicalisation de chacun d'entre eux.

Il faut savoir mesurer les avancées et pointer nos difficultés. La CGT a des difficultés à bien appréhender les évolutions de la société. Pas plus qu'elle ne correspond « à tous les salariés », elle ne correspond à tous les retraités !

L'idée est relativement neuve d'un **syndicalisme retraité revendicatif** pourtant nécessaire à la transformation de la société avec bientôt 1/3 de retraités, 1/3 de jeunes et 1/3 d'actifs. Elle est liée aux questions de l'allongement de la durée de la vie et de la construction d'une société pour tous les âges. Sur ces deux points, nous avons commencé à avancer. Sur un troisième : le lien de la retraite à la valeur travail, nous avons beaucoup d'efforts à faire, à la fois dans la CGT et dans l'UCR.

Nous ne sommes plus sur un syndicalisme de fidélité, nous avons besoin de convaincre de la nécessité d'un **syndicalisme retraité revendicatif**.

A ce propos, on peut se poser la question : est-ce utile d'être syndiqué lorsque l'on est à la retraite surtout lorsque l'on essuie des échecs au niveau national ou plutôt de bataille perdue comme Robert l'a fortement exprimé hier. Bataille sur la retraite ou nous avons pu réunir 3,5 millions de personnes dans la rue sur une seule manif. Malgré cette forte protestation populaire, Sarko passe en force.

Je vous laisse imaginer le résultat présidentiel si SARKOZY avait été élu où pendant toute la campagne tant de haine était déversée par un président sortant sur les syndicats et plus particulièrement sur la CGT. N'est-ce pas une forme de fascisme ce comportement ?

Le statut de retraité n'est pas celui d'un ancien salarié, mais d'un nouveau retraité. Nous avons besoin de définir ce qui est nouveau pour les retraités.

Le salarié quitte l'entreprise, pas la société. D'autre part les retraités ne vivent pas tous de la même retraite. Il y a ceux qui gardent un lien avec l'entreprise : un lien revendicatif, par la prise en charge de la mutuelle, caisse de retraite par exemple - c'est le cas des secteurs comme EDF-GDF, les cheminots.

Il y a les plus jeunes, et les plus âgés ; 50 ans peuvent les séparer, beaucoup plus qu'en activité. Les revendications ne sont donc pas les mêmes. Ce phénomène qui se pose à la confédération avec les jeunes, ne se mesure-t-il pas dans l'UCR entre les « jeunes » retraités et les plus âgés ?

Nous devons arriver, avec la confédération, à ce travail de préparation à la retraite de nos syndiqués actifs, vital, pas seulement pour conserver un syndiqué, mais pour gagner un syndiqué conscient de ce que représente le syndicalisme retraité pour la société.

Et puis, il y a tous ceux à qui nous ne répondons pas ou mal. La plus grande masse qui vit sans aucun lien avec leur ancienne entreprise, soit qu'ils n'en aient plus, soit qu'ils en soient éloignés géographiquement ou physiquement, et ceux qui n'ont plus leur entreprise lors de l'âge de la retraite, et pour qui le syndicalisme retraité n'existe tout simplement pas pour les problèmes qu'ils rencontrent dans la cité, autant que pour les problèmes nationaux.

Nous devons nous poser la question de la syndicalisation dans les villes, les quartiers, les villages. N'existe-t-il pas des problèmes de transports (la gratuité par exemple pour les personnes âgées), d'environnement, de maison de retraite, de santé, des services publics, des écoles également car nous sommes sensibles à la vie de nos petits enfants. Nous avons des expériences – trop peu – sur des régions locales qui ont permis des rassemblements de retraités importants, des succès, des adhésions.

Nous visons bien évidemment la continuité syndicale, notre première et la plus importante source de syndiqués. Il serait idiot de perdre des syndiqués tout faits, encore que nous sommes loin de

tous les conserver, le défi démographique n'est pas encore perçu par tous nos syndiqués, ni par les syndicats la plupart du temps.

Dans les meilleurs des cas, 5 seulement sur 10 restent syndiqués à la CGT lorsqu'ils partent à la retraite, bilan que nous avons constaté à l'UCR et d'autres professions sont en dessous de 2 sur 10. Est-ce une situation normale ?

Nous avons besoin de progresser sur cette question dans toute la CGT et particulièrement dans les syndicats, les sections d'entreprises retraitées.

Avons-nous les structures qui nous permettent d'être à la disposition des retraités, auprès d'eux, là où ils sont ? Globalement non ! Les structures professionnelles sont organisées mais ceux qui sont autour, les isolés, qui ne trouvent pas d'autre CGT, quand on parle de l'entreprise, ceux-là ne s'y retrouvent pas.

Nous avons besoin de réfléchir et de définir, entre nous, ce qu'est la proximité. La notion de territoire n'a pas la même signification suivant les professions. Nos structures doivent être plus souples, moins rigides, afin de s'adapter au terrain et à la volonté des syndiqués de s'organiser. Ne pas opposer ce qui existe et ce qu'il nous faut conquérir. C'est bien à partir de ce que nous avons à notre disposition que nous allons pouvoir progresser, garder nos syndiqués et nous implanter. **Mais pas en termes d'opposition entre syndicalisme professionnel ou syndicalisme territorial, mais dans un travail de coordination.**

Le travail de l'UCR doit s'inscrire dans ce travail de proximité. Nous avons affaire à une culture syndicale forte, il ne s'agit pas de bousculer les choses mais d'avancer à partir du terrain sur des expériences concrètes, mais il faut avancer. Patronat et gouvernement avancent eux.

En tant que trésorier de l'UCR un point qui me hérisse c'est le passage des cotisations actifs à la section des retraités. Lorsque l'on adhère c'est bien à la CGT que l'on soit actif ou retraité. Ceci devrait s'opérer automatiquement surtout avec le prélèvement automatique et garder la même banque bien entendu.

Comment construire avec ce que l'on a.

C'est à partir des militants connus et des syndiqués dans chaque région, dans chaque profession.

Nous devons à tous les niveaux améliorer cette situation et essayer de travailler ensemble, revendiquer ensemble, construire ensemble et tous ensemble, nous ferons des adhésions nouvelles. Sans

oublier que le syndiqué n'est pas seulement là pour payer sa cotisation. L'adhésion à la CGT et le règlement de la cotisation confèrent des droits : celui d'être partie prenante des différentes décisions, celui d'être informé, d'avoir un droit de regard et de donner son avis sur la manière dont les cotisations sont réparties et utilisées...

C'est d'ailleurs à partir de ce principe qu'il faut apprécier le rôle novateur du système de cotisations qu'est CoGéTise. En répartissant la cotisation entre toutes les organisations bénéficiaires selon les modalités définies, il a permis de valoriser le rôle et la place des syndicats et de redonner des valeurs de solidarité dont nous nous réclamons.

Nous sommes en train d'enclencher une démarche, il y a des avancées mais aussi des obstacles. C'est ensemble que nous arriverons à progresser.

Nous souhaitons également travailler beaucoup mieux avec les camarades des CODERPA. Ils ont un rôle important dans les décisions des conseils généraux sur la politique en direction des personnes âgées. Ils détiennent, de par leur responsabilité, des éléments qui peuvent aider à construire les régions et alimenter les sections, qui peuvent aider à l'action.

La question des maisons de retraite et des services d'aide à la personne est une question importante où notre rôle peut-être déterminant. Ce champ concerne à la fois et même temps les salariés, les retraités, d'où la nécessité de travailler avec les UD et les UFR.

Autre point : comment gagner les syndicats à la prise en compte bien avant le départ en retraite des futurs retraités ? Nous pourrions ainsi comparer adhésions retraités et nombre de départ. En bref comment travailler avec les actifs. Et comment convaincre les syndicats, si ce n'est par le défi démographique, enjeu pour toute la CGT. Sur ces bases, on pourrait leur faire offrir, **en cadeau de départ à la retraite 1 FNI et 1 abonnement à Vie Nouvelle pendant un an. Est-ce utopique ?**

Même si l'on considère que les chiffres fournis par quelques UFR et USR ne reflètent pas globalement la réalité sur le nombre d'adhésions, de continuités syndicales, de pertes et de démissions ; une tendance apparaît : le nombre de démission ou de pertes est supérieur à celui des adhésions. Cela se passe de commentaire et la nécessité absolue de prendre à bras le corps la campagne de syndicalisation.

L'UCR réfléchit sur l'action avec les jeunes et les futurs retraités. Comment mener la bataille dans

les entreprises pour le remplacement d'un retraité par un jeune ou un privé d'emploi ?

Vie nouvelle

C'est le magazine de l'UCR, outil important de communication qui doit aider à la syndicalisation des retraités. Il vient en complément du journal confédéral « Ensemble », d'UCR actualité, d'Interliaison et des journaux fédéraux tels que le vôtre.

Le nombre d'abonnés ne nous satisfait pas et nous sommes très loin des objectifs que l'on s'est fixé au 9^{ème} congrès de l'UCR.

Marcel Andouard président du conseil de direction, déclarait, je cite :

Le principal obstacle au développement de sa diffusion, c'est la méconnaissance de notre magazine par les organisations CGT « actifs » mais aussi « retraité » et par un nombre important de syndiqués retraités (40 % ne lisent pas Vie nouvelle).

Ce n'est pas votre cas, car 86 % des syndiqués retraités chimie sont abonnés à « Vie nouvelle ». Sur 3903 FNI payés à CoGéTise en 2009, nous enregistrons 3368 abonnés. Nous avons craint en 2010 une perte d'abonnés du à la suppression de l'encart Chimie dans notre magazine, mais cela ne s'est pas concrétisé. En 2011, vous êtes à 83 % sur le ratio syndiqués/abonnés.

Faire connaître Vie nouvelle, ce n'est pas seulement nécessaire, c'est essentiel pour combattre les idées et les arguments fallacieux débités chaque jour par les télévisions et radios. Montrer son contenu, en parler, le citer.

Nous avons lancé la promo du journal par le parrainage en 2010. Cela a bien fonctionné et certains restent fidèles.

Le 3^{ème} point que je voudrais aborder avec vous c'est l'initiative citoyenne européenne.

Le Congrès de la FERPA, qui s'est déroulé à Venise en avril 2011, a adopté la proposition d'initiative citoyenne européenne sur la question de la perte d'autonomie en Europe. Le dernier Comité exécutif l'a ratifiée. C'est une nouvelle procédure de faire passer un texte au Parlement européen.

Elle peut permettre à la FERPA de se faire reconnaître comme une organisation revendicative à part entière, permettre une loi au niveau européen sur la prise en charge publique de la perte d'autonomie. C'est aussi démontrer à certaines organisations de la CES que les actifs sont concernés par les revendications des retraités et que le syndicalisme retraité n'est pas en dehors de l'activité des syndi-

cats. Dans le cadre d'une conception intergénérationnelle de la société, les retraités sont effectivement un élément de rapport des forces.

Il s'agit de recueillir 1 million de signatures ou plutôt « de déclaration de soutien » sur une proposition de texte qui pourrait être soumis au Parlement européen, et pour la France 160 000 signatures.

Là où ça se corse, c'est que, pour l'instant, la CES refuse de soutenir cette démarche.

Nous aurons à prendre une décision au prochain Comité exécutif de la FERPA avec, je l'espère, son aboutissement. Nous aurons besoin de vous pour mener cette bataille pour faire aboutir cette loi et une mobilisation de tous pour récolter les signatures.

Conclusion

Je souhaite que l'on travaille ensemble USR-UFR sur tous les sujets à partir du territoire. Je vous propose de vous rapprocher des responsables des USR-CGT de votre département pour construire ensemble des actions communes et porter l'adhésion.

Nous avons aujourd'hui 3 fiches à défendre unitairement auprès des futurs candidats aux législatives :

Le pouvoir d'achat des retraités. Même si nous avons obtenu 2,1 % au 1^{er} avril 2012, ça ne fait toujours pas le compte. Depuis 1993 les diverses réformes sur les retraites ont conduit à une baisse généralisée de plus de 20 % du niveau de vie de tous les retraités.

Les difficultés d'accès aux soins. Dix millions de Français, soit 15 % renoncent à se faire soigner, faute d'argent.

La prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées, relatant le maintien à domicile, la maison de retraite, les aidants-familiaux.

Attention, ce sont des fiches unitaires, ce ne sont pas les revendications CGT. A nous d'y aller, ensemble, mais aussi avec nos convictions CGT afin d'intervenir auprès de nos députés et de défendre aussi nos propositions.

A la dernière intersyndicale des UCR nous avons envisagé une action des retraités courant octobre, ne sachant pas aujourd'hui sous quelle forme. Alors soyez prêts.

Merci de votre attention et bravo pour la réussite de la 10^e conférence de l'UFR-Chimie. Vive la CGT !

Intervention de Emmanuel Lepine (Secrétaire Fédéral Fnic Cgt)

Suite à l'intervention de l'UCR, il est nécessaire d'éclaircir certains points :

Si les revendications « spécifiques » retraités existent bien, nous devons tout mettre en œuvre pour les imposer, sans opposer ce qui est souhaitable (à savoir, organiser les retraités non-CGT, c'est-à-dire, l'immense majorité) et ce qui existe (à savoir, les structures professionnelles retraités, sections ou syndicats retraités).

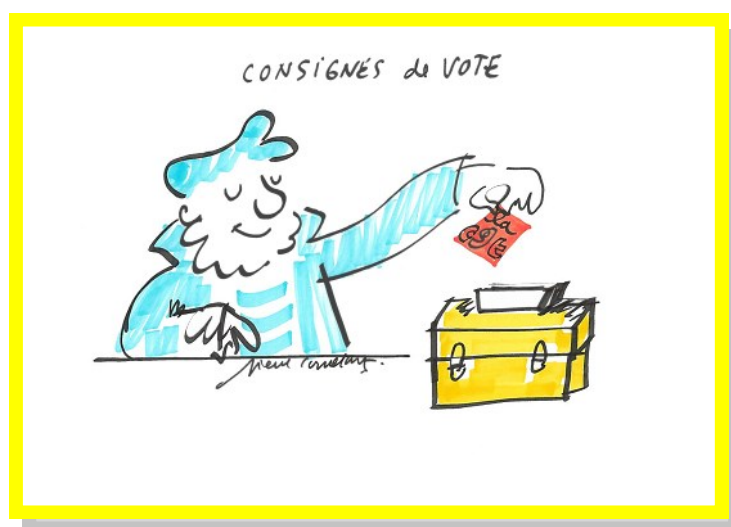
Le syndicat multipro retraités n'est pas la panacée universelle et on doit souvent conserver le rattachement au professionnel, comme l'ont compris les patrons qui organisent de nombreux retraités au sein d'amicales patronales.

Sur la Sécurité Sociale Professionnelle (SSP), là aussi on ne peut pas exclusivement avancer cette revendication, présentée comme « opposée » ou venant en remplacement des garanties collectives

que sont les conventions collectives. Par exemple, la SSP ne répond pas au problème de la politique industrielle. Or, c'est bien en défendant une autre politique industrielle qu'on créera les richesses nécessaires au financement de la protection sociale et donc au financement d'une future SSP.

Sur l'action syndicale au niveau européen, il convient de modérer l'efficacité de la CES, sur le sort des retraites, en particulier.

Malgré des réformes rétrogrades sur les retraites, dans quasiment tous les pays d'Europe, quelle a été l'efficacité de la CES, quelle convergence des luttes au niveau européen ? Tirer les enseignements de ces insuffisances est nécessaire, cela fait partie du débat démocratique, mais cela ne doit pas masquer nos propres insuffisances.



● PRESENTATION DE LSR (Pierre Corneloup)

Dès le pot de départ en retraite nous voilà hors du collectif de travail et, trop souvent, de toute structure syndicale.

Notre pouvoir d'achat est en baisse brutale alors que nous avons plein de légitimes ambitions à occuper richement notre temps libéré. Dans la plupart des cas, les aides du CE dans le domaine loisirs, vacances et culture ne sont plus là pour les retraités. Beaucoup d'entre-nous vivent mal ce moment. La CGT l'a compris dès les années 80 en ouvrant une réflexion sur la création d'un "lieu" et des moyens préservant ce lien social et syndical et permettant ainsi aux retraités de vivre une retraite pleine et entière.

2 ans plus tard se créait LSR sous la forme juridique et politiquement voulue d'association loi 1901 ouverte à tous les retraités pour répondre à ces besoins.

LSR est ainsi la seule association de ce type. Aucune autre n'allie cet esprit associatif largement ouvert à toutes les sensibilités et cette référence constante, dans son fonctionnement comme dans ses positionnements, aux valeurs du syndicalisme, du syndicalisme CGT.

Aujourd'hui LSR compte en France 150 associations dans lesquelles ce sont des militants de la CGT qui se voient souvent confier les responsabilités d'animations, et 18 000 adhérents parmi lesquels une majorité de syndiqués (ou anciens syndiqués!) de la CGT.

Le cœur de métier de ces associations-regroupées en une fédération nationale, c'est d'ouvrir aux hommes et femmes, devenus retraités, la possibilité de se rencontrer pour construire à plusieurs et avec un contenu qui leur est familier, les activités culturelles, sportives, de vacances et de loisirs de leur choix. Mais aussi, au travers d'initiatives et activités "inter générationnelles" de sortir d'un "ghetto" dans lequel de plus en plus d'entre-nous redoutent de se retrouver, d'autant plus qu'aujourd'hui on vit plus vieux en bonne forme.

Compte tenu de son caractère original et originel LSR n'est donc ni incolore, ni inodore, ni sans saveur.

LSR énonce et défend des "revendications associatives".

Partant par exemple de ce constat officiel de 6 retraités sur 10 qui ne partent jamais en vacances (pour des raisons de "moyens insuffisants" déclarent-ils quand on leur en demande la raison) LSR soutient les revendications et invite aux actions concernant notamment la défense et l'augmentation du pouvoir

d'achat afin d'avoir la possibilité d'en consacrer une partie pour la culture, les loisirs le sport..... Des aides au départ en vacances, des transports moins coûteux, l'aide au tourisme social...

LSR pose la question de la création d'un système permettant aux retraités, qu'ils aient eu ou pas un CE ou organisme assimilé, de pouvoir bénéficier des aides qu'apportent ces derniers dans ces domaines de loisirs, culture et vacances de qualité.

Toutes ces revendications associatives ont été posées aux candidats aux élections dernières. On en retrouve d'ailleurs plusieurs dans les repères revendicatifs de la CGT. Elles gardent toute leur actualité dans ce que doivent porter les organisations syndicales lors du prochain sommet social prévu avec le prochain gouvernement.....et dans les luttes à venir.

Juste un mot pour dire que toute relance sociale de « l'industrie » des vacances, des loisirs et de la Culture dans notre pays à qui le monde entier reconnaît des atouts remarquables en la matière est une contribution, en ces temps de crise, à la relance économique, au développement quantitatif et qualitatif de l'emploi.

Un mot aussi pour souligner que LSR fait partie de ces domaines associatifs et de l'économie sociale qui sont un atout caractéristique dans notre pays tant au plan économique que démocratique.

Tout cela dicte à l'évidence le besoin de bonnes relations entre les associations LSR et la CGT et ses organisations tant d'actifs que de retraités. C'est le cas au plan national. C'est souvent le cas aussi sur le terrain.

Votre (UCR, UFR, USR) y voit là un filon précieux à exploiter parce que c'est une dimension de ce qu'il convient de mettre en œuvre pour cultiver mieux que la réalité ne le démontre, la question importante de la continuité syndicale.

Le 4 pages que nous avons réalisé en commun avec l'UCR ("LSR et la CGT: Parlons-en") reprend ce que je viens de vous dire et donne toutes les indications nécessaires à ceux qui voudraient adhérer individuellement à LSR, mettre en place une association LSR ou encore transformer leur "collectif loisirs" du syndicat en véritable association LSR adhérente à la fédération nationale et bénéficiant ainsi de la mutualisation des moyens et des forces que constitue cette affiliation.

Rappelons enfin que le magazine des retraités de la CGT, Vie nouvelle, réserve à LSR 2 pages dans chacune de ses parutions. Une raison supplémentaire et complémentaire tout à la fois de vous abonner à ce magazine par ailleurs de plus en plus connu et reconnuet pas que chez les retraités.

4ème SEANCE

« Et demain ? Luttons pour une autre société ! »

Introduction Alain Issartel (Rhodia Roussillon)

De quelle société avons-nous besoin aujourd'hui dans notre pays, de quoi les salariés, retraités ont-ils le plus besoin ?

Notre conférence, la CGT tout entière, tentera de répondre à ces questions dans un avenir proche, voire immédiat.

Après un quinquennat calamiteux de notre ancien président, les 5 années passées à favoriser une politique idéologique qui mettait en concurrence les jeunes contre les vieux, les travailleurs contre les chômeurs, les Français contre les immigrés, les gens honnêtes contre les petits délinquants, politique du tous contre tous, qui remettait en cause les acquis du conseil national de la résistance. Sur les conseils du numéro deux du MEDEF Ou ceux obtenus par les différentes luttes au cours des années suivantes.

Il nous reste à analyser l'importance de ce à quoi nous venons d'échapper : si Sarko avait été réélu, les cinq années auraient été terribles, souvenons-nous des manifs pour les retraites où malgré les 7 à 8 millions de manifestants, il a appliqué, et il y avait d'autres mesures sous le coude, tout aussi draconiennes, pour les plus démunis de notre pays, sur : quelques exemples :

La retraite

La sécurité sociale, la protection sociale, la santé en général

Le Code du travail

Le pouvoir d'achat ,etc..., l'école publique la suppression de centaines, voire de milliers d'enseignants, défavorisant ainsi les enfants en difficulté scolaire, et autres fonctionnaires.

J'en passe il y a beaucoup à dire.

Et que dire de l'augmentation de la TVA dite sociale qui sera appliquée le 1^{er} septembre prochain (publication du décret paru au Journal Officiel le 6 mai, véritable provocation), les mesures prises par son ministre Bertrand autorisant les licenciements chez Carrefour, de 12 délégués syndicaux, ou l'expulsion de l'union locale CGT, dans la ville de Nice, avec Estrosi.

En 7 ans le SMIC n'a augmenté que de 78 centimes d'euro !!!! N'est-ce pas scandaleux ?

Alors que 172 milliards d'euros sont faits en cadeau aux grands groupes en plus de n'être imposables qu'à 8 % au lieu de 33 %, ces milliards génèreraient 4,7 millions d'emplois.

Les 180 milliards pris sur les cotisations salariales, les 12 milliards de bénéfices de Total en 2011 qui ne paie pas d'impôts etc....

Notre organisation a pris toute sa place dans les élections des 22 avril et 6 mai derniers, contre les attaques sans précédents de nos droits, la remise en cause de nos libertés. L'élection du candidat de gauche ne doit pas nous empêcher d'être très vigilants, pas de chèque en blanc, de continuer, demander, exiger l'application des 10 mesures revendicatives qui sont nôtres, portées aujourd'hui par une grande majorité de salariés. Le SMIC à 1700 euros n'est pas une utopie, de même le relèvement de nos pensions ou salaires socialisés, pas une en-dessous de 75 % du SMIC alors que nous côtoyons des camarades qui ont bien souvent moins de 1000 euros, voire 7 à 800 euros. Les femmes dont le salaire est toujours inférieur à ceux des hommes, leur carrière pas souvent complète, due aux maternités ou périodes de chômage plus longues. Exigeons le retour du calcul de nos pensions sur les 10 meilleures années, l'augmentation des pensions basée sur les salaires et non sur les prix.

Cette société, ce pouvoir des forces de l'argent, des banques, du grand capital nous, responsables syndicaux, la condamnons avec force et détermination, pour cela notre rôle est d'être au plus près des salariés, des retraités, répondre aux exigences qui se posent, répondre au questionnement de leur quotidien, en matières de proximité, de transports, de service rendu par les administrations (bureaux de poste fermés), banques absentes en zones rurales, permanences administratives remises en cause par la suppression massive des emplois territoriaux, pour mémoire presque 32000 pour la seule année 2011.

La fameuse RGPP (révision générale des politiques publiques) qui a fait supprimer un nombre important de lits dans les hôpitaux publics pour une politique de santé privée, en favorisant l'implantation de cliniques privées, avec son lot de dépassements des honoraires médicaux qui sont une catastrophe pour bon nombre de personnes qui ne peuvent pas se soigner correctement, idem, concernant les dents, les lunettes, qui sont repoussés à plus tard mettant en danger la santé des citoyens.

Le fait de ne pas pouvoir se payer une mutuelle pour bon nombre.

Cette RGPP doit être abrogée au plus vite.

Le non remplacement systématique des médecins dans les zones rurales où même les petites agglomérations se trouvent aujourd'hui concernées.

La marchandisation de la santé a pris une part importante dans notre société favorisant ainsi les mutuelles privées, qui appartiennent à des groupes capitalistes dont on connaît certains dirigeants.

La riposte doit être à la hauteur des attaques mais il nous faut pour cela convaincre le plus grand nombre de la nécessité de la lutte, la nécessité de rejoindre notre organisation : 15 millions de retraités, 20.000 syndiqués !!! Nettement insuffisant. Nous ne pouvons nous contenter de cela, être au plus près de la population, contacter les retraités ou futurs retraités, être plus performants dans notre action de continuité syndicale, il nous faut pour cela aider nos camarades actifs qui sont confrontés à des problèmes de plus en plus ardu, avec moins de militants, ce qui n'aide pas.

Notre pays compte plus de 8 millions de pauvres, près de 5 millions de sans-emploi, 2 millions en-dessous du seuil de pauvreté, les associations caritatives (restos du cœur, secours populaire, etc...) affichent complets, mais combien de nos compatriotes n'osent pas franchir ce pas très difficile, faisant perdre une partie de notre dignité. Devons-nous laisser le pouvoir à une infime partie, pour une majorité qui souffre ? Et je ne parle pas de ceux qui ne peuvent pas se loger ou qui vivent dans des logements insalubres, indignes de notre siècle.

La CGT a rempli son rôle d'organisation responsable en appelant à battre le représentant des nantis, du MEDEF, du capitalisme pur et dur. Comment une organisation comme la nôtre aurait-elle pu rester silencieuse, devant cette politique outrancière, autoritaire, antisociale ? Malheureusement trop seule dans cette prise de position ?

Elle a aussi rempli son rôle en dénonçant l'imposture du Front national, les mensonges de madame « Le Pen » et de sa clique mais je pense qu'il nous faut être plus virulents envers ce parti, plus pragmatiques en s'appuyant sur le fait que partout où il a été aux commandes dans les villes cela s'est soldé par la suppression de nombreuses aides aux associations culturelles, aux organisations syndicales, et dans beaucoup d'autres domaines. Si la façade de la maison a changé, l'intérieur reste identique, la haine des Noirs, des Arabes, des immigrés en général, de tous ceux qui ne rentrent pas dans le moule. Cela nous rap-

pelle de tristes souvenirs. C'est un parti fasciste, rien d'autre.

Ces châtelains qui veulent du social, en interdisant les syndicats ou en mettant en prison les émeutiers qui manifestèrent en 2010 contre la réforme des retraites ? Tolérance « zéro » a déclaré la présidente !!!!!

Nous venons d'échapper à un traumatisme important, une cure d'austérité programmée, prévue en diminuant les pensions des retraités, les salaires des actifs ce qui s'est fait dans quelques entreprises pour un résultat qui s'avère négatif, à la fin les licenciements ont bien lieu, mais il nous faut être vigilants, très vigilants, la lutte n'est pas finie loin de là. Il nous faudra faire appliquer nos revendications, il n'est pas question de laisser le pouvoir ne pas répondre à nos attentes. Pour cela la pression ne doit pas se relâcher, tout mettre en œuvre pour l'amélioration des conditions de travail, en finir avec les harcèlements moraux conduisant au suicide, les expositions aux produits dangereux style amiante, avec la non-reconnaissance de la pénibilité, les postés en horaires décalés, les travaux répétitifs, les métiers exigeant une force physique importante.

Lors des manifestations 2010 nos slogans contre la réforme des retraites, mais aussi contre cette société où nous déclarions « Cette société là on n'en veut pas ! » est de plus en plus d'actualité.

Cette société qui fait des ravages en GRECE, diminution des salaires, pensions de 30 à 40 %, idem en Espagne avec un taux de chômage de 25 % environ, les jeunes de moins de 25 ans touchés à 50 %. Italie, Irlande. Le système capitaliste est à bout de souffle, mais la bête immonde ne se laissera pas facilement capturer, elle continuera de mordre de plus en plus fort.

Le retour à la retraite à 60 ans s'impose, alors que contrairement à ce qui a été proclamé haut et fort toute l'année 2010 par le gouvernement en place, relayé par les médias à la solde de celui-ci, l'espérance de vie est en train de décroître dans de nombreux pays dont le nôtre, la courbe s'inverse prouve que les problèmes restent entiers. Nous exigeons une société plus humaine, qui englobe l'ensemble de la population et non pas une société tournée vers le seul profit immédiat, les milliards de profits faramineux, des entreprises du CAC 40 notamment, les salaires indécentes des soi-disant grands patrons, qui se chiffrent en centaines de milliers d'euros par mois. Ceci est intolérable.

Nous devons réduire l'écart des salaires entre les plus bas et les plus hauts et fixer un maximum de 360.000 euros par an, ce qui est déjà beaucoup.

En finir avec la précarité, les emplois intérimaires, à temps partiel, qui constituent une vraie vie de galère pour les jeunes en particulier, qui ne peuvent pas se loger décemment, qui ne sont surtout pas sûrs du lendemain, véritable fléau de cette société.

La perspective qui s'offre à nous doit être de changer cette société devenue malade de cupidité et d'argent. Les jeunes, les actifs, les retraités ou seniors comme on aime à les appeler, nous devons tout faire pour obtenir de meilleures conditions de travail, de vie. La réponse aux enjeux économiques et sociaux passe par une autre répartition des richesses au service du développement humain, l'humain d'abord !!!

Merci de votre attention.

Intervention de Hervé Ruiz (Site Chimique de Pont de Claix)

Un sujet qui n'a pas encore été abordé jusqu'à présent dans cette conférence et qui pourtant est d'une importance capitale, c'est les négociations « compétitivité-emploi ». Nous ne sommes pas sûrs, à ce jour, que le sujet soit abandonné même avec ce nouveau gouvernement. Des négociations sont toujours prévues et la CFDT est très intéressée pour poser sa griffe en bas d'un tel accord. Cet accord remettrait à plat une grande partie du Code du Travail et des Conventions Collectives. Au nom de la sauvegarde de l'emploi, les salariés pourraient se voir baisser leurs salaires, augmenter leur temps de travail, voire les deux en même temps !

La pétition que la CGT a mise en ligne sur son site n'est pas suffisante pour contrer ce projet. Il va falloir passer à la vitesse supérieure car le sujet est grave et s'il est porté à terme, il pourrait avoir des conséquences désastreuses pour les salariés.

Intervention de Robert Perriolat (Rhodia Roussillon)

En 2010, tout le monde a fait son travail comme il pouvait. On avait 2 400 000 adhérents dans les années 70, dont 90 000 à la FNIC en 1974 mais aujourd'hui... Faire un bilan sans concessions mais, comme dit Manu, on n'a pas gagné la retraite mais on a gagné l'idée de la retraite à 60 ans.

Intervention de Jean Isicato (Site Chimique du Pont de Claix)

L'audience de la CGT dépasse le nombre de ses adhérents, heureusement. Le débat sur les retraites commence aujourd'hui

L'Orga, la continuité syndicale, la vie syndicale

Introduction de Jean-Pierre Auvinet (Jeanneau Les Herbiers)

- ☐ Orga.
- ☐ Continuité syndicale.
- ☐ Vie syndicale dans les sections.
- ☐ Les multipro.
- ☐ UFR, outil de la fédération.

Faire le point sur les forces organisées de la Fédération Nationale des Industries Chimiques passe par leurs connaissances ; L'UFR est une de nos forces.

Sur les exercices 2009, 2010, 2011, 2012 le nombre de FNI et de timbres sont de :

Exercices	FNI	Timbres
2009	3956	42244
2010	3829	41249
2011	3875	41005
2012	1435	09599

Sur la Fédération, le poids des retraités sur le total des syndiqués était de 16,16 % en 2008 et de 15,70 % en 2009, ces chiffres sont inférieurs à ceux de la moyenne nationale de la CGT qui sont de 17,50 % en 2008 et de 17,25 % en 2009.

Continuité syndicale

Les travailleurs en retraite restent des travailleurs. Ils subissent comme les actifs et demandeurs d'emplois les choix politiques, actuels et passés, faits par les gouvernements successifs. C'est pour cela que beaucoup restent actifs dans les luttes actuelles et doivent l'être dans les luttes à venir. Nous pouvons regretter qu'une grande partie des adhérents CGT au moment du départ à la retraite ne maintiennent pas leur adhésion à la CGT.

L'idée qu'après la retraite nous n'aurions plus rien à faire avec les actifs est l'argument des employeurs. En effet, ce qui se passe dans les entreprises concerne tous les salariés, actifs comme retraités, jeunes, privé d'emploi, en formation, ou malades, etc...

Certes, quand il quitte l'entreprise, le salarié n'a plus à subir le stress et la pression hiérarchique, mais pour autant, c'est toujours le patronat, avec les gouvernements, qui vont régler son niveau de vie à travers les décisions prises dans les conseils d'administration des différentes caisses de retraite où ils règnent en maîtres.

Le syndicat doit jouer son rôle, sa relation entre les actifs et les retraités est primordiale. Ce n'est donc pas parce qu'il n'est plus dans l'entreprise que le retraité n'a plus de revendications. Elles sont différentes et souvent complémentaires à celles des actifs.

Dans le contexte marqué par de nombreux départs en retraite anticipée, pour cause notamment de restructurations et fermetures d'entreprises, il est tout-à-fait préoccupant de constater que le nombre d'adhérents reste stable alors qu'il aurait dû progresser.

Toutefois, il y a des situations très différentes selon les sections. Certaines voient leurs adhérents augmenter, d'autres régressent, voire disparaissent.

Si le syndicat se trouve être le moteur, cela passe par une vie syndicale où chacun, dans son rôle, se trouve bien, où les questions suivantes doivent être abordées :

- Que proposons-nous à nos syndiqués pour qu'ils continuent la lutte quand ils partent à la retraite ?
- Quelle est la structure la mieux adaptée à leurs besoins en cas d'inexistence d'une section spécifique retraités au syndicat ?
- Que faut-il faire ou modifier dans notre organisation pour convaincre, nos militants et syndiqués, de la nécessité d'un syndicalisme retraité ?
- Quelle est l'utilité du syndicalisme retraité aujourd'hui et demain ?
- Comment le syndicat d'entreprise, selon son importance et le nombre de ses acteurs, peut-il organiser le transfert d'actifs à retraités ?
- Comment faire pour garder nos retraités dans la maison CGT ?
- Comment se battre pour que nos retraités retrouvent la reconnaissance de la citoyenneté à l'entreprise et le droit de franchir la grille d'entrée qui leur est souvent interdite ?
- Quel discours avons-nous vis-à-vis des 50/60 ans ? Prenons-nous en compte leurs problèmes,

les questions qu'ils se posent car la retraite approche ?

- Faisons-nous assez la clarté sur le fait qu'une fois à la retraite, ce n'est hélas pas la fin des problèmes ?

C'est bien à partir de l'entreprise que nous devons travailler à la continuité syndicale, voire à la syndicalisation de nouveaux retraités.

Ne laissons pas partir nos syndiqués et militants dans les USR : même s'ils restent syndiqués CGT nous les perdons souvent comme syndiqués à la Fédération.

Dans cette même continuité syndicale, il y a celle des ICTAM, il nous faut aussi en débattre, (un document a été préparé par l'UFICT, qui vous sera lu pour ouvrir ce débat).

Pour le congrès fédéral de 2010, nous étions redescendus à un objectif de 4500 FNI à atteindre, d'autant qu'une campagne de syndicalisation avait été programmée.

L'objectif prévu est loin, celui-ci se trouverait-il hors de notre portée ? Il n'y a à ce jour que 186 sections de retraités, pour 1187 syndicats d'actifs : la plupart de ces syndicats n'ont pas de section de retraités !

Quels sont les moyens à mettre en œuvre, de quels outils disposons-nous pour augmenter en nombre de syndiqués retraités ? Des documents ou le module de formation existent déjà, comme :

- ☐ **Passeport pour la retraite.**
- ☐ **Le 4 pages (Pourquoi rester syndiqués à la CGT quand on part à la retraite).**
- ☐ **Le 4 pages (On continue).**
- ☐ **Le module stage "continuité syndicale".**
- ☐ **Vie Nouvelle.**
- ☐ **Etc...**

L'ensemble de ces documents et le module de formation sont disponibles et vous pouvez les demander aux camarades de la direction de l'UFR.

Le Conseil National de l'UFR pose la question de la continuité syndicale, un certain nombre de dispositions ont été prises pour des déplacements en région avec pour mission de rencontrer en priorité les responsables des syndicats d'actifs et de les faire rencontrer des responsables de sections de retraités afin de confronter leurs expériences. Les premiers résultats sont encourageants.

A noter que le rôle des référents départementaux et régionaux, mis en place lors du dernier congrès fédéral, est essentiel, pour inciter les responsables des syndicats à participer à ces réunions.

La continuité syndicale est un des sujets majeurs, elle s'inscrit dans le renforcement de la CGT, pour combattre le grand capital qui a comme objectif de remettre en cause l'essentiel de nos acquis issus des luttes. Nous renforcer est impératif si nous voulons nous opposer, sans état d'âme, au système capitaliste qui fait bloc.

Etre syndiqué retraité CGT, c'est participer aux débats, être toujours dans l'action, pour défendre les intérêts collectifs qui sont de plus en plus mis à mal avec notamment, la réforme des retraites passée et la réforme des caisses complémentaires à venir, ARRCO et AGIRC que veut nous imposer le MEDEF.

La loi sur la perte d'autonomie a été reportée, là aussi il nous faudra tout faire pour ne pas dégrader l'intérêt collectif.

Aujourd'hui, au nom de la crise, ceux qui nous exploitent voudraient nous faire croire que c'est inéluctable, que la mondialisation est incontournable et qu'il ne nous reste plus qu'à subir si nous ne voulons pas fragiliser nos industries.

Faux et archi faux, les résultats financiers des entreprises du CAC 40 en sont la preuve (plus de 80 milliards de profits en 2010) nous avons toutes les raisons de nous mobiliser afin que, tous ensemble, dans un mouvement d'envergure, nous réclamions notre dû.

Avoir été militant au cours de sa vie professionnelle, c'est en quelque sorte une suite logique que de rester dans l'activité syndicale. Pouvoir être, encore et toujours, dans l'action et partager notre expérience, et continuer à mener les batailles dans l'unité intergénérationnelle, pour enfin obtenir et trouver une issue favorable à nos diverses luttes.

La conférence de l'UFR reste un moment privilégié pour débattre, travailler les réflexions, échanger entre militants actifs et retraités pour gagner la continuité syndicale, le renforcement en nombres d'adhérents par un meilleur travail collectif.

Intervention de Dominique Duboc

Faisant partie d'un collectif orga dans la région Normandie, je vous affirme que les chiffres annoncés sont totalement faux.

Il est anormal, quand on connaît l'ancienneté des entreprises et du syndicat, qu'il n'y ait pas de timbre UFR.

Il est anormal que quand on connaît le niveau de sous-traitance dans les entreprises et les galons

que l'on a donnés au personnel organique qu'il y ait pas de timbres UFICT.

Il est clair que les secrétaires généraux ne font pas le boulot mais là où on intervient, il y a un moment où on voit la bascule se faire entre les O/E, UFICT et UFR.

Intervention de Claude Badoil

Le thème qui est abordé pourrait se résumer ainsi « mener une véritable campagne de syndicalisation avec un ancrage revendicatif. »

Continuité syndicale, ça veut bien dire ce que ça veut dire, c'est-à-dire pas de rupture au moment du passage à la retraite.

Continuité syndicale, ça veut donc dire maintenir nos forces qui doivent être un élément important de la syndicalisation, du renforcement. Parce que trop souvent il y a eu rupture, on est loin de retrouver nos petits et lorsqu'il y a eu rupture, c'est difficile de refaire le pas.

On connaît ceux qui sont passés à travers le panier. On a fait l'expérience de leur écrire, de temps en temps de leur envoyer des informations, y compris spécifiquement sur l'adhésion ou la ré-adhésion. Ça n'a pas marché. Alors, il faut faire autrement, se déplacer, aller voir les gars, mais ce n'est pas facile. Les gars ne disent pas non, mais au final, ne disent pas oui.

La vraie question n'est-elle pas alors : « A quoi sert d'être syndiqué ? ». C'est bien pour défendre nos intérêts et je crois que c'est sur ce terrain qu'il faut qu'on se batte. C'est pourquoi, au début, je disais que notre thème pouvait se résumer ainsi : « Mener une véritable campagne de syndicalisation avec un ancrage revendicatif. »

Il ne faut pas que l'activité syndicale retraités apparaisse comme une activité d'anciens combattants !

Le syndicalisme retraité, par certains aspects, est différent du syndicalisme actif mais nous sommes dans un problème global. Nous avons, les uns et les autres, à défendre nos intérêts, mais nous rencontrons les mêmes difficultés, même si ce n'est pas général (précaution d'usage) = l'individualisme prend le pas sur le collectif.

Le syndicalisme retraité, c'est aussi un syndicalisme différent avec cette autre question : « Qui sont nos interlocuteurs ? ». Nos interlocuteurs ne sont pas forcément les patrons, les dirigeants de nos entreprises d'origine parce qu'ils ne nous connaissent plus encore que le medef a une influence

considérable, par exemple, à l'ARRCO et à l'AGIRC, et ailleurs aussi, lorsqu'il s'agit de négocier la revalorisation des pensions.

Mais nos interlocuteurs ne sont-ils pas les décideurs nationaux, ceux qui siègent au Sénat, à l'Assemblée Nationale. Ne sont-ils pas ceux qui siègent dans les conseils régionaux ou généraux qui gèrent les transports en commun, de nombreux services publics dont ceux de la santé et du logement.

En allant les voir, en les interpellant lorsque c'est nécessaire, on peut justifier de notre activité, démontrer que le syndicalisme retraité, ça sert à quelque chose.

Il ne s'agit pas de faire du volontarisme mais si notre nombre d'adhérents est plus grand et que ça se sache, que ça se voit, on peut sûrement faire bouger les choses. Notre nombre d'adhérents, c'est notre force de frappe et lorsqu'on a besoin d'un bulldozer, on n'y va pas avec une brouette.

Les retraités et plus précisément nos adhérents ont besoin que ça bouge, ils ont besoin d'action.

On l'a vu tout au long de l'année 2010 sur les retraites. A Lyon, on a dû avoir une douzaine de manifestations diverses et lorsqu'on organise leur transport, ils viennent, mais bien sûr, c'est coûteux et ça s'organise.

Finalement, se syndiquer retraité, c'est pas si naturel que ça.

ACTIF : c'est l'action en direction de l'employeur direct, de l'entreprise, du groupe, de la chambre patronale.

RETRAITE : c'est le niveau des pensions, c'est l'accès aux soins, de plus en plus. Il faut consulter des praticiens qui n'exercent qu'en secteur 2. Par conséquent, c'est un domaine dans les conditions de vie du retraité, qui monte en puissance.

Hier, Claude Defontaine a parlé des mutuelles. Aujourd'hui, on est à peu près d'accord pour dire que c'est entre 20 et 30 % des Français qui n'ont pas de complémentaire santé y compris le Président de la mutualité française qui le reconnaît.

Sur le suivi post-professionnel, il y a un bon travail qui se fait en général, mais là aussi, il y a un déficit entre ceux dont on s'occupe du dossier et le nombre de nos adhérents. Un exemple : à Pierre Bénite en 2012, on s'est occupé de 4 gars (non syndiqués) pour qu'ils obtiennent leur attestation d'exposition et qu'ensuite ils subissent les examens qui s'imposent. Leur affaire est en cours. Personnellement, je leur ai transmis toutes nos publica-

tions depuis le début de l'année, nos bulletins dans lesquels il y a toujours un article sur l'amiante ou les maladies professionnelles, il y a aussi un bulletin d'adhésion. Pas un n'a adhéré, alors que les 4, ont été à un moment de leur vie, adhérents CGT. Mais les 4, sur leur fin de carrière, ont joué leur carte personnelle, ils étaient ouvriers d'entretien. A un moment donné, ils n'ont plus été adhérents ; ils ont navigué pour changer d'échelon, de catégorie, en vue de passer au coefficient 225, voire 250. On a quitté la CGT, on n'y revient pas. En 2012, on a fait une seule adhésion. Un camarade de chez Danone.

Pour conclure, je me pose simplement ces questions :

1°) Est ce que notre cadre de travail militant est au bon niveau ?

2°) Continuité syndicale, mais aussi continuité militante, parce qu'en discutant avec quelques camarades depuis hier, on rencontre des difficultés de relève.

Une réponse immédiate : être plus offensifs et ça vaut pour tout, y compris pour ce que nous écrivons.

Intervention de Daniel Vincent (SPM Berre)

Au niveau de la continuité syndicale, nous avons mis en place, depuis 2007, une section retraités dans notre syndicat.

Lors d'un départ à la retraite, le syndicat remet au syndiqué le passeport du « Passage à la retraite » et celui-ci est transféré dans notre section.

Chaque syndiqué est abonné, par la section, à « Vie Nouvelle ».

Depuis le dernier congrès du syndicat, deux camarades de notre section sont élus à la Commission exécutive...

Notre section se réunit tous les deux mois avec la participation d'un actif qui nous fait le point sur la situation du complexe.

Il est vrai que la mise en place de la continuité est un sujet très important quand on sait que dans les 5 ans à venir 140 000 syndiqués vont partir à la retraite.

Lecture de l'extrait d'un document préparé par Patrick Vaniscotte pour l'UFICT.

La question de la continuité syndicale des ICTAM est posée.

Quel caractère donner à la poursuite de l'engagement syndical à la retraite ? Ne doit-il pas être moins contraint et plus souple ? La question du resserrement des liens entre actifs et retraités est également posée. Il existe une véritable coupure. Un grand nombre d'ICTAM retraités ne vivent plus près de leur ancien lieu de travail. D'autres ont vu leur entreprise disparaître.

Certains construisent leurs propres organisations, souvent sans lien avec l'UFR.

Et pour ceux qui restent dans l'UFR, ils ressentent néanmoins une coupure avec l'UFICT et l'UGICT.

Il ressort ainsi un besoin de travailler le revendi-

catif lié à la situation de retraité et la nécessité de travailler en commun actifs/retraités sur les question de société et de solidarité entre générations.

Des espaces de réflexion et d'action aideraient les retraités syndiqués à trouver une place conforme à leurs aspirations de militantisme.

Ces espaces d'échanges intergénérationnels restent à développer pour construire des axes revendicatifs en lien avec les actifs, les travaux de l'UGICT, de l'UFICT et de l'UFR.

L'évidence de la nécessité de la continuité syndicale se fera par la preuve de son utilité.



5ème SEANCE

« L'UFR, les retraités, les futurs retraités »

Introduction de Fabien Privé Saint-Lanne pour le CFJ

Un militant CGT se bat tout au long de sa vie pour le respect de ses engagements, la préservation des acquis sociaux et la conquête de nouveaux droits.

La volonté, l'engagement et la conscience politique (j'ai bien dit « politique », n'en déplaise à Chérèque et Mailly) n'est pas une question d'âge...

La valeur n'attend pas le nombre des années et les années ne gâtent pas la valeur d'un militant !

Au contraire...

Les retraités d'aujourd'hui doivent avoir les moyens de s'affranchir du devoir de mémoire, de transmission et d'encadrement qui est le leur vis-à-vis des militants plus jeunes, moins aguerris, moins expérimentés...

Pour ce faire, bien sûr, la structure de nos syndicats en entreprise doit laisser toute sa place aux militants retraités prêts à transmettre leur savoir et leur vécu.

Depuis plus de 30 années, le néolibéralisme d'inspiration reaganienne et thatchérienne a déferlé sur la planète... Un déferlement précipité grandement par la chute de l'URSS... et sans doute dans une moindre mesure en France, par le sentiment de victoire de 1981 et la baisse de vigilance qui s'ensuivit.

Combien de réformes libérales et régressives durant ces années « tout fric » jusqu'à aujourd'hui ?

Du tournant de la rigueur en 1984 avec Fabius, aux grandes vagues de privatisation chiraquiennes de 1986 en passant « déjà » par l'austérité de 1988 lors de l'exercice du gouvernement Rocard ... Suivra Balladur en 1993 et sa tentative de mettre en place le CIP (afin de sous-payer les moins de 25 ans), tentative mise en échec par de grandes mobilisations intergénérationnelles contrairement, hélas, à la réforme des retraites du secteur privé qui, elle, sera entérinée faisant les dégâts que l'on sait (de 37,5 à 40 annuités, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des 25 meilleures années au lieu de 10, intégration du système de décote). Plus tard le traité de Maastricht préfigurera déjà une Europe

de la finance plutôt qu'une Europe des peuples. Vint ensuite la déconfiture du plan Juppé en 1995, la dissolution de l'Assemblée un peu plus tard et l'arrivée au pouvoir de Jospin en 1997 dont le bilan, plus que mitigé de son gouvernement (nous pourrions par exemple parler des privatisations), sera responsable, sans doute, en grande partie de la déroute de 2002.

La gauche à terre, la droite embraye de plus belle avec, notamment la réforme des retraites de 2003 adoubée par la CFDT (vers les 42 annuités pour tous, instauration d'un système par capitalisation). En 2005, le Traité Constitutionnel Européen, sera rejeté par le peuple par voix référendaire avant de faire son retour à Versailles au mépris de la démocratie et dans un consensus politique éloquent (de la droite à la social-démocratie)...

Auparavant, Villepin en 2006 tentait d'instaurer le CPE, afin de flexibiliser et d'exploiter d'avantage les plus jeunes ; la mobilisation sera forte et le CPE rangé dans un tiroir...

Arrivera la réforme des retraites de 2010 qui, malgré un combat acharné et une mobilisation sans faille avec des manifestations colossales, entérinera les reports de l'âge légal de départ et de la retraite à taux plein de 60 à 62 ans et de 65 à 67 ans.

Enfin, dernier projet marquant en date : accord « compétitivité-emploi », censé abattre les conventions collectives et le Code du Travail et que la CFDT étudie avec bienveillance et dont l'avenir devrait prochainement se décider...

Excusez-moi camarades, pour cette liste en pointillé dont je n'ai extrait que quelques exemples. Enumérer depuis 30 ans le nombre d'attaques manquées ou réussies du capitalisme envers notre modèle social (la retraite, la santé, l'assurance chômage ou les services publics) serait une tâche trop fastidieuse...

Et puis pourquoi ai-je dressé ce bref historique ?

D'abord pour tenter de mettre en évidence que les luttes à mener demain seront, sur le fond, similaires à celles menées hier. Ce qui ne signifie pas que leurs issues seront les mêmes bien sûr... mais ce qui en revanche démontre tout l'intérêt de conforter, au sein de notre CGT, le rôle « actif » des retraités, afin que ces derniers puissent éclairer, aiguiller et soutenir les salariés en activité de leur expérience et de leur mémoire.

Il est primordial que notre CGT, tellement attachée à la diversité, mesure aujourd'hui l'urgence

qu'elle doit mettre à se donner les moyens de construire et mener la lutte de manière intergénérationnelle.

Voici quelques chiffres pour étayer ces propos :

En 2009, la population active était de 24 Millions et la population retraitée de 15 Millions.

Ce chiffre à lui seul situe l'importance et le fort potentiel des retraités à peser dans les futurs choix de société.

L'aspect démographique et les très nombreux non-remplacements des salariés qui partent en retraite, pourrait même conduire à voir le pourcentage des retraités rattraper celui des actifs. Avec un bémol toutefois... car si L'INSEE avance aujourd'hui le chiffre d'une espérance de vie de 22,5 années à 60 ans, elle ne tient ni compte de l'évolution néfaste de la pénibilité au travail (due notamment au non-remplacement des départs) ni de celui du recul de l'âge de départ à la retraite...

Donc, certes le nombre de retraités risque de rattraper celui des actifs, mais la durée de vie à la retraite « et en bonne santé » risque fort de diminuer.

C'est pourquoi le premier combat commun doit être l'emploi, « un départ, une embauche ! » c'est une des clés de notre protection sociale. Pour son financement bien sûr, mais aussi ne plus contraindre les salariés à travailler en sous-effectif, dans l'insécurité et au cœur d'une pénibilité qui nuit à l'état physique et mental des salariés et à leur espérance de vie. Une espérance de vie également affectée par les nombreux déremboursements de médicaments, le prix des mutuelles qui ne cesse d'augmenter et le manque d'investissements pour l'amélioration des conditions de travail.

On peut donc craindre légitimement, que sans barrage aux politiques capitalistes, les prochaines estimations annonceront une régression de l'espérance de vie et que de nombreux salariés n'atteindront même plus la retraite et mourront au travail. Alors même que déjà, aujourd'hui, le décès au travail passe presque inaperçu.

Les salariés en activité et les retraités ont des combats communs et doivent les livrer ensemble. Les salaires socialisés des « actifs » génèrent l'argent des pensions pour les retraités...et le maintien d'un bon niveau de pension est la garantie pour les actifs de percevoir plus tard une bonne retraite.

Les jeunes dans la galère ! Les vieux dans la misère ! Ce slogan nous l'avons tous entendu résonner dans la rue...

En 2011 le minimum vieillesse était d'environ 742 €, le RSA pour une personne seule de 467 € et le SMIC de 1098 € ...tel est le montant des minima sociaux censés permettre de vivre dignement.

Mais cela est encore trop pour certain... A l'image d'un Wauquiez qui voulait instaurer la gratuité du travail pour les bénéficiaires du RSA. Partout en Europe, de l'Allemagne à la Grande Bretagne, en passant par la Grèce et l'Espagne les politiques d'austérité s'étendent et la précarité augmente. Les jeunes actifs, qui sont de moins en moins embauchés en CDI (quand ils réussissent à trouver du travail) n'ont plus les moyens de s'installer dans la vie (création du foyer, enfant, achat du 1^{er} véhicule, ...) et pour nos seniors, en 2011 l'assurance santé, pour ne citer que cela, a augmenté en moyenne de 11,8 % à ce jour...

Combien voyons-nous de retraités dans les rues à distribuer des publicités dans nos boîtes aux lettres ? Aujourd'hui en France et plus généralement en Europe, il est intolérable de constater qu'un salarié qui a travaillé 35 ou 40 ans ne puisse mener une vie paisible et digne.

Dès lors comment inciter les jeunes retraités à continuer leur activité syndicale aux côtés des actifs ?

Tous nos syndicats devraient prendre un moment pour discuter avec la personne partant en retraite avant de la lâcher dans la nature ! Nous devons afficher une réelle volonté de promouvoir la continuité syndicale et nos anciens doivent veiller à assurer leur relève dans de bonnes conditions quand ils partent en retraite.

La continuité syndicale est primordiale pour que nos anciens aient leur mot à dire, dans les accords nationaux notamment. Le jeune retraité doit être convaincu qu'il peut peser dans les choix du syndicat, par la mobilisation et le travail syndical. Tisser un lien entre les actifs et les retraités n'est pas chose aisée, mais il n'est pas impossible, surtout lorsque l'on constate le nombre de têtes grises présentes dans les cortèges des manifestations, qui sont d'ailleurs parfois plus nombreuses que celles des actifs.

La tâche qui nous incombe est vaste mais réalisable car impérative.

Au début de cette intervention, j'ai parlé du Néolibéralisme et des 30 dernières années. Néolibéralisme qui nous renvoie forcément à ses idéologues : Milton Friedman et ses Chicago-boys. Je vais donc conclure en citant l'un de ses plus farouches adversaires, que nous ne rangerons pas au rang de victime tant son combat et celui du peuple chilien demeure pour beaucoup l'exemple d'un chemin du possible.

Lors du coup d'Etat du 11 Septembre 1973, dans sa dernière allocution, Salvador Allende déclarait : « Continuez à lutter et sachez que s'ouvriront tôt ou tard, les grandes avenues d'où surgira l'homme libre pour construire une société meilleure... ».

Intervention de Emmanuel Lépine (Secrétaire Fédéral Fnic Cgt)

Nombre de retraités par rapport aux actifs : plus il y aura de retraités mieux on se portera. Ce qui compte, c'est la répartition de la richesse créée parmi les actifs et les retraités. On essaie de nous mettre le choc démographique dans les têtes mais ce qui compte c'est le choix de société. Si on abaissait l'âge de départ à la retraite à 50 ans, on trouverait le financement.

Intervention de Pascal Tailleur (Gpn Normandie)

Raphaël disait que, à l'extrême, on pourrait avoir un seul qui travaille pour tout le monde : si assez de richesse était créée, il n'y aurait aucun problème.

Intervention de Jean Ubeda (Gemey Ormes)

Le travail peut être épanouissant, c'est par le travail que l'homme évolue.

Intervention d'Alain Vassaux

La continuité syndicale, on en parle depuis longtemps. Beaucoup de non-continuité de hauts militants. On s'attend à 6 000 départs à venir...

Préparer le départ : on a des outils, mais ils sont insuffisants. On a créé un outil spécial, « psychologique », pour donner envie de militer à la retraite. Réunions avec les futurs retraités et cela semble porter ses fruits. La qualité de vie syndicale doit être parfaite. Souvent, cela repose sur 2 ou 3 camarades même s'il y a 200 ou 300 adhérents. La convivialité est importante, il faut la cultiver. La syndicalisation passe par la proximité, par la mise en commun.

Intervention de Robert Perriolat (Rhodia Roussillon)

Il faut se pencher sur la question. Inquiet de ce que sur certaines sections il n'y a pas de vie syndicale. °



« Les retraités et leur UFR, relais de la vie fédérale, informations, le bulletin « On continue » »

Introduction Michel Ducasse (Carbone Savoie Lanne- mezan)

L'UFR fait partie intégrante de la Fédération de la chimie qui nous donne les moyens d'accomplir notre mission dans les meilleures conditions.

Cela nous permet de garder le contact et d'avoir une vision globale des problèmes liés à la vie active dans nos industries ainsi que de s'expliquer et de débattre sur ceux des retraités.

Pour rester au plus près des actifs et de nos syndiqués il nous faut des informations et des échanges. Les informations nous sont envoyées parfois personnellement ou dans tous les cas dans nos syndicats ou UL en ce qui concerne les éditions de la Fédération (La Voix des industries chimiques, le Courrier fédéral, entres autres).

Notre UFR a décidé en 2011 d'éditer mensuellement le bulletin « On continue ». Cela nous permet dans l'éditorial de donner notre opinion et notre appréciation sur les problèmes généraux rencontrés dans la vie de tous les jours, sur les actions menées par les actifs et les retraités, de faire part de notre analyse sur des sujets divers et variés. Cela nous donne également l'occasion de faire un point mensuel sur l'orga, de mieux connaître la vie des sections et leurs expériences vécues, qui nous donnent parfois une solution à certains problèmes ou, du moins, une meilleure appréciation.

Cette relation intergénérationnelle qu'il y a entre la Fédération et l'UFR est indispensable et vitale.

Les combats que nous menons ne sont pas des combats de boutique où chacun de son côté défend ses intérêts, mais une lutte fédérée dans l'intérêt de tous. Nos soucis de retraités rejoignent bien souvent ceux des actifs dans les domaines essentiels que sont l'emploi, la santé, la sécurité, l'éducation, entre autres.

En conclusion l'UFR a pour rôle d'organiser, de coordonner, d'impulser l'action revendicative de toutes les sections syndicales de retraités en lien avec notre Fédération d'une part et avec l'UCR d'autre part.

Ceci étant dit, je vous propose de débattre et d'échanger sur notre fonctionnement.

- Notre fonctionnement est-il en adéquation avec vos attentes ?
- Quels sont les sujets à améliorer ?
- Quelles doivent être nos priorités ?

En gros, comment faire en sorte de répondre du mieux possible à vos souhaits pour une meilleure information, un meilleur fonctionnement, une meilleure approche des retraités et de leur UFR.

Intervention de Michelle Boutigny (Michelin Clermont Ferrand)

Il faudrait que les syndicats nous communiquent les coordonnées des futurs retraités pour qu'on leur envoie notre bulletin.

Intervention de Emmanuel Lépine (Secrétaire Fédéral Fnic Cgt)

Ce bulletin est utile. Des démarches vont être entreprises pour obtenir un numéro paritaire qui en fera une publication fédérale régulière. C'est la publication la plus diffusée : tous les syndicats de la Fédération en sont destinataires. Il faudrait l'adresser à la tranche des 50/60 ans, charge aux syndicats de le diffuser.



6ème séance

**« la formation, l'information
des retraités et futurs retraités,
Vie Nouvelle »**

Introduction Dominique Duboc (ExxonMobil Notre Dame de Gravenchon)

L'adhésion à la CGT ne s'arrête pas à la porte de l'entreprise lors de la cessation d'activité.

La continuité syndicale ne s'improvise pas, elle s'organise, la CGT doit donner l'envie aux futurs retraités de rester adhérents, voire de le devenir. Il arrive de syndiquer des retraités qui ne l'ont jamais été pendant leur vie professionnelle.

Le droit à l'information doit être pris en compte par le syndicat et la section de retraités là où elle existe.

Beaucoup de syndicats ne prennent pas en compte la continuité syndicale. Ne pas rompre ce lien avec la vie de l'entreprise est important sinon il y a le risque de perdre des syndiqués qui peuvent se poser la question suivante : pourquoi rester syndiqués ?

Anticiper avant le départ à la retraite, car après il est trop tard, rencontrer et inviter les futurs retraités à participer à la vie de la section de retraités CGT.

L'abonnement à Vie Nouvelle, lors du départ de l'entreprise, doit être proposé, voire offert aux futurs retraités.

Se former pour bien informer.

Dans certains groupes, l'assistante sociale est réservée aux seuls actifs, l'entreprise a donné cette gestion à un prestataire de service. La CGT doit compenser ce manque crucial et se substituer pour informer et aider dans les démarches administratives lors des incidents de la vie.

Des initiatives ont été élaborées dans des sections de retraités :

La continuité syndicale, Passeport pour la retraite, le Suivi post-professionnel, etc...

La formation des retraités, les sujets à aborder ne manquent pas et sont parfois communs avec les revendications des actifs :

- ☐ **La protection sociale,**
- ☐ **La retraite,**
- ☐ **Le suivi post professionnel,**
- ☐ **La dépendance, la perte d'autonomie,**
- ☐ **Le pouvoir d'achat.**

Les retraités doivent se former pour informer les autres et mieux appréhender les sujets précités.

Le droit syndical dans les entreprises étant en régression, il est moins aisé d'avoir des formateurs en activité pour organiser des stages dans les UL, et ces UL n'ont pas d'autres choix que de passer par des formateurs retraités, porteurs de notre histoire sociale et des fondamentaux du syndicat CGT.



RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS

En préambule, le rapporteur (Jacques Porre) précise que tous les délégués présents ont rempli le document.

Notre objectif était d'avoir une participation supérieure à celle de notre précédente Conférence, la 9^{ème}, avec un nombre significatif d'actifs (c'est par eux que passe la continuité syndicale !), malheureusement cela n'a pas été le cas et nous avons eu une présence de délégués identique à celle de notre 8^{ème} Conférence.

27 syndicats étaient présents, avec 40 retraités, 6 préretraités et 15 actifs, qui représentaient 1877 syndiqués, soit 50 % des adhérents à l'UFR.

♦ La composition était la suivante :

- * 50 hommes,
- * 11 femmes,
- * 11 délégués de plus 70 ans

6 délégués sont adhérents à la CGT depuis plus de 50 ans et la plus ancienne syndiquée présente (Kodak Pathé) a pris sa carte en 1952, il y a 60 ans. C'est elle également qui a la durée de responsabilité syndicale la plus longue, avec des mandats depuis 1952.

♦ **Les plus âgés**, nés en 1933 : une camarade de Kodak Paris et un camarade de Rhodia La Rochelle

♦ **Les plus jeunes**, 56 ans, préretraités : une camarade de Soferti Bordeaux et un camarade de Bostik Avelin.

♦ **Le plus jeune, actif** de 36 ans est un syndiqué de la raffinerie Total de Donges.

La plupart des branches de la FNIC étaient représentées :

- ⇒ **Chimie** : 37 camarades,
- ⇒ **Pétrole** : 11,
- ⇒ **Caoutchouc** : 9,
- ⇒ **Industrie Pharmaceutique** : 2,
- ⇒ **Plasturgie** : 1,
- ⇒ **Répartition Pharmaceutique** : 1.

Parmi les 61 délégués, 28 assistaient pour la 1^{ère} fois à la Conférence de l'UFR.

Et toutes les catégories de travailleurs :

- ⇒ **Ouvriers** : 21,
- ⇒ **Employés** : 13,
- ⇒ **Techniciens** : 14,
- ⇒ **Agents de Maîtrise** : 12,
- ⇒ **Cadre** : 1.

• A la prochaine Conférence, nous devrions faire mieux en termes de participation : il existe un vrai potentiel pour atteindre cet objectif. En effet, 16 sections de retraités, qui ont plus de 40 syndiqués et dont on peut estimer qu'elles ont les moyens financiers pour envoyer au moins un délégué, n'étaient pas présentes.

Intervention de Robert Perriolat (Rhodia Roussillon)

La participation est préoccupante. Il faut se rapprocher du terrain.

Intervention de Dominique Barbe (Soferti Bordeaux)

C'est vrai, mais d'un autre côté, nous avons des actifs et des jeunes dans cette conférence.

Intervention de Jean Isicato (Rhodia Pont de Claix)

Les actifs ne prennent pas en compte la nécessité d'avoir des sections de retraités. Les réunions de proximité organisées en Savoie, dans le cadre de la continuité syndicale, pour rencontrer les actifs de Savoie et Haute Savoie n'ont pas rassemblé beaucoup de participants. Question de volonté et de conviction. Cela rejoint le reste, les gens ne veulent plus sortir des boîtes, des régions.

Intervention de Jacques Porre (Planet Wattohm Senlis)

Des gros syndicats ont été contactés pour la solidarité et obtenir des moyens pour les très petites sections, mais ils ne l'ont pas estimé utile.

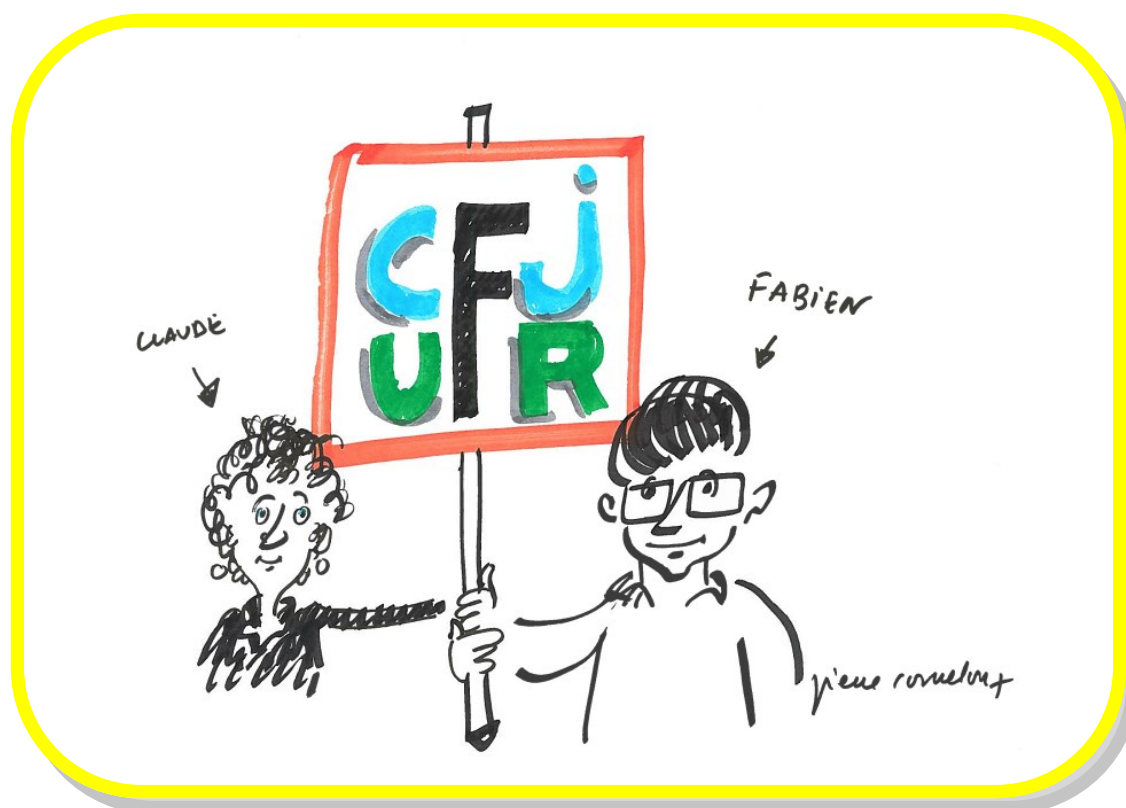
Intervention de Robert Lebourg (Dunlop Montluçon)

La formation syndicale des retraités : souvent les retraités pensent qu'ils n'ont plus rien à apprendre. Même les stages pour les actifs peuvent être utiles. Il y a des évolutions dans tous les domaines, d'où le besoin de remise à jour.

Intervention de Dominique Duboc (ExxonMobil Notre Dame de Gravenchon)

En fin de carrière, beaucoup de camarades veulent savoir si leur calcul de pension est bon : il y a donc possibilité de faire des syndiqués à cette occasion.

Une motion est proposée à la Conférence, reprenant l'ensemble de nos revendications, en particulier le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisations. A ce sujet, il est rappelé que la durée de cotisations n'a jamais servi à déterminer l'âge de départ à la retraite. Le fait d'avoir allongé les durées de cotisations joue sur les pensions, et les salariés partent plus tard en retraite. Notre congrès CGT a acté la validation des études et cette revendication a été vue dans les manifestations.



● PRESENTATION DE L'ANCAV-TT (Marie Revelen)

L'Association Nationale de Coordination des Activités de Vacances – Tourisme et Travail (ANCAV-TT) créée en 1985, par la Confédération Générale du Travail et 5 Fédérations (Chimie, Métallurgie, Cheminots, Mines et Energie, Transports), a pour mission d'agir pour favoriser la construction d'un tourisme social dans toutes ses formes : pour le droit aux vacances pour tous, à la culture, aux loisirs et aux activités sportives. Elle coordonne :

- Le patrimoine (37 villages vacances) de 349 CE, COS, CASC ;
- L'activité de 25 associations en territoire, outils de proximité pour l'organisation des activités sociales et culturelles des CE, COS, CASC.

Sur 37 villages, 19 sont gérés par l'entreprise TOURISTRA VACANCES et les autres installations, par des associations du Tourisme Social.

CONTEXTE DANS LES CE

Difficultés rencontrées :

Les CE ont subi la casse, les fermetures, les regroupements. Par exemple : il y a 30 ans, PCUK avait 40 000 salariés contre 700 aujourd'hui !

Les élus CE sur les activités sociales manquent de formation et de repères.

Des attaques très importantes envers de gros comités d'entreprises (CCAS, CE RATP...).

Les dotations sociales baissent mais aujourd'hui cette revendication n'est plus portée par nos élus.

Pour y remédier :

- **L'ANCAV-TT** intervient lors de formations syndicales fédérales.
- **L'ANCAV-TT** prend contact avec les fédérations, les régions, les UD, UL, ... pour informer les élus CGT sur le droit aux vacances pour tous.

Pour les retraités, il y a un travail à faire avec les élus. Ils sont nombreux à ne plus avoir de liens avec leur CE.

Il est impératif de faire vivre les fiches revendicatives de la CGT.

A NOTER : 80 % du budget vacances des CE vont vers le tourisme marchand.

Intervention de Dominique Duboc (ExxonMobil Pij)

Les CE sont soumis à l'éthique de l'entreprise et doivent donc faire des appels d'offres.

Réponse de Marie :

L'ANCAV n'est pas un prestataire marchand mais un partenaire. Certains tarifs peuvent sembler plus chers, parce que les villages s'autofinancent. Les tarifs des copropriétaires sont beaucoup plus abordables. Toutefois, une réflexion est en cours sur la tarification. Les chèques vacances peuvent être utilisés pour financer le séjour en village.

En cas d'absence de CE, il est possible de faire appel à PCUK dont le local est dans notre Fédération.

Intervention de Roberto Frande (Air Liquide Rp)

CCE PCUK : certains petits CE ne peuvent pas investir dans des lits mais, grâce à la mise en commun des lits des uns et des autres, leur personnel peut aller partout. Les sites nous appartiennent depuis l'ANCAV (ce n'était pas comme ça avec Tourisme et Travail). Il faut faire vivre ce patrimoine. Quels moyens les pouvoirs publics donnent-ils pour développer le tourisme social ? Il y a une bataille à mener dans ce domaine.

Intervention de Pierre Corneloup

Les animateurs sont formés, leurs conditions de travail sont prises en compte. Pour le retour du village de La Napoule aux mineurs, il y a eu bagarre, notamment avec la SNCF pour l'obtention de tarifs exceptionnels. Les activités vacances sont des facteurs de créations d'emplois, de relance économique.

Intervention de Robert Lebourg (Dunlop Montluçon)

Nos camarades ont souvent un comportement capitaliste plus que social. Besoin d'une formation de nos élus et d'une information du personnel.

Le document d'orientation est soumis au vote de la Conférence, qui l'adopte moins 4 absences : les camarades de la plateforme de Roussillon, qui votent les résolutions 1, 2 et 3 mais ont un point de désaccord sur l'analyse de la bataille des retraites et la CES. Ils ne votent pas les résolutions 4 et 5. Ils regrettent qu'il n'ait pas été consacré plus de temps au renforcement de notre organisation. Ils considèrent que beaucoup d'idées intéressantes sont sorties des débats. Ils regrettent l'absence de certains syndicats.

Le CONSEIL NATIONAL est élu à l'unanimité. La secrétaire générale sortante est reconduite dans ses responsabilités.

Intervention de Claude Gillet-Colart (Yves Saint Laurent Lassigny)

Remercie les camarades de lui faire à nouveau confiance.

Rappelle les travaux qui ont été engagés lors de la précédente mandature (édition du bulletin On Continue..., réalisation, à partir d'un document créé par nos camarades de Normandie, du Passeport pour la Retraite, organisation de rencontres localement avec des syndicats dans le cadre de la continuité syndicale, ...) dont certains n'ont pu être encore menés à terme, ainsi le document sur le suivi médical post-professionnel, promis à l'issue d'une journée d'étude que nous avions organisée.

Après la création de notre petit 4-pages sur la continuité syndicale, largement diffusé, il nous faut continuer à travailler sur la continuité syndicale, essayer de convaincre les syndicats d'actifs de prendre cette question en compte très sérieusement, en les rencontrant, en discutant avec eux.

Et nous avons besoin d'un document qui pourrait s'appeler « comment créer une section de retraités », qui nous aidera dans cette démarche. De même, il est nécessaire d'actualiser le Passeport pour la Retraite, peut être de le retravailler pour qu'il soit encore plus abordable et, pourquoi pas, l'accompagner d'un « livret d'accueil du retraité ».

Dans cette même optique, la mise au point d'un module de formation pour les futurs retraités, conjointement avec le collectif Formation de la Fédération, devrait grandement nous aider à convaincre ceux-ci de rester dans la vie syndicale.

Dans le même temps, il nous faudra continuer à améliorer notre connaissance des syndiqués retraités, en particulier des « chimie » des multipro.

A plus long terme, parce que nous avons souvent constaté une demande de la part des jeunes syndiqués quant à l'histoire du mouvement ouvrier : pourquoi ne pas organiser, en collaboration avec le collectif d'histoire sociale de la Fédération, une journée d'étude sur le thème « les jeunes et leur histoire » ?

Enfin, et ceci il va nous falloir le faire sans tarder, nous devons contacter les syndicats non présents à notre conférence, pour préparer la prochaine.

Intervention de Lionel Krawczyk (Secrétaire Fédéral Fnic Cgt)

Je suis l'UFR depuis le congrès fédéral de Ramatuelle. Tâche que j'apprécie. Pas assez présent en raison de problèmes d'agenda mais quand je peux assister aux réunions je vis des moments forts et y retrouve ce que je vis dans les régions. Dans le Conseil national de l'UFR on se parle vrai. Dans les manif's, parfois plus de retraités que d'actifs mais pas de mise face à face.

Le débat sur le 2^{ème} tour des présidentielles s'est tenu avec différentes cultures politiques.

Je suis le Conseil national, je suis heureux de le suivre et j'y apprend des choses et quand je le peux y transmets des informations. Rendez-vous à la prochaine réunion !

Intervention de Carlos Moreira (Secrétaire Général de la Fnic Cgt)

Quelques mots avant de terminer les travaux de la 10^{ème} conférence de l'UFR de notre Fédération sachant que c'est à partir de maintenant, de notre réflexion collective, de nos décisions que nous aurons à mettre en œuvre, que commence notre travail collectif.

Je tiens tout d'abord à saluer le travail fait par les camarades qui, par leur engagement, ont permis la tenue de cette conférence, permettant de définir ainsi des orientations, un cap de travail militant que la future direction de l'UFR, avec Claude aux commandes, aura à impulser tout au long des années à venir au cœur de l'action fédérale.

Nous savons tous dans cette salle pour avoir milité de nombreuses années, que le tâche la plus ardue que nous avons à réaliser ainsi que le succès attendu dépendra de notre capacité à rassembler, à convaincre autour de nous du bien fondé de nos revendications, du besoin d'agir collectivement, bref, de créer le rapport de forces sans lequel la CGT ne peut espérer être entendue.

Les débats de cette conférence, la teneur des propos montrent une analyse de situation partagée dans un contexte difficile pour l'ensemble de la population, tant en France que dans le monde. Quelques avis diffèrent quant au rôle, à la stratégie d'action de la CGT, ce qui n'est pas nouveau et qui en aucun cas ne pose difficulté à nos initiatives de rassemblement des salariés, des retraités.

Le débat démocratique contradictoire au sein de la CGT, fait partie aussi de notre histoire, de notre patrimoine, c'est la chose naturelle, l'essentiel étant qu'il se fasse dans le respect des camarades avec esprit de fraternité : notre Fédération ayant subi une certaine « caricature » pour ses positions politiques, l'expérience nous fait dire, à chaque fois que nécessaire, que la démocratie syndicale n'existe que dans le respect des expressions différentes.

Nous ne voyons donc pas dans les débats contradictoires une difficulté mais, au contraire, un élément naturel de la démocratie qui sert à enrichir l'action de la CGT. La CGT est notre bien à tous même si l'approche des uns et des autres sur l'unité amène à débattre tout comme sur le rôle et l'action de la CGT dans le rapport au politique.

Et le débat ne s'arrêtera pas là, il se poursuivra au quotidien et, de plus en plus à l'approche de notre 50^{ème} congrès des syndicats CGT qui se tiendra à Toulouse, l'année prochaine.

Il nous appartiendra de prendre toute notre place dans ces débats, avec nos approches, avec l'esprit et la volonté de renforcer notre maison CGT pour être plus efficaces dans nos actions collectives pour les revendications.

3 PRINCIPES GUIDENT NOTRE ACTION

- ❑ **Etre force de propositions,**
- ❑ **Mobiliser, agir, créer le rapport de forces,**
- ❑ **Négocier,**

Trois principes définis dans nos congrès, indissociables les uns des autres ! (pas les uns sur les autres). Sous couvert d'un certain « dialogue social » patronat et pouvoirs publics visent à placer la CGT, l'ensemble des organisations syndicales sur 2 de ces 3 principes : propositions/négociations excluant la mobilisation, l'intervention collective, le cœur de l'action démocratique qui place les travailleurs en situation de décider.

Aborder la question de l'unité d'action dans la CGT c'est normal, mais dans le respect de ces principes.

Le document d'orientation de la Fédération, décision des syndicats dans nos congrès, définit bien le sens de « Quelle unité d'action nous voulons réaliser ? ». **Celle des salariés, au plus près des réalités, avec leurs syndicats, comme cela s'est fait dans le raffinage lors de la bataille sur les retraites en 2010 !**

Les positions syndicales dans la plupart des négociations au sein des 12 branches ne nous autorisent pas à aller chercher une unité avec les autres

organisations sans remettre en cause nos revendications. Ce sont donc les travailleurs, engagés pour gagner des avancées sociales qui, par leur rassemblement, créent l'union, l'unité d'action.

D'ailleurs, hier encore, nos débats ont été traversés sur l'exigence à gagner 1700 €/mois de pension de retraite pour vivre dignement. La base de salaire minimum, SMIC CGT : une revendication dont le montant n'est pas fixé au regard de ce qui serait possible cette économie mais de besoins à satisfaire pour vivre et faire vivre sa famille.

Ce fond politique de revendiquer ce qui est juste pour répondre aux besoins humains butte sans cesse à ceux qui considèrent le système économique en place, la compétitivité comme le seul système possible. François CHEREQUE (secrétaire Général CFDT) déclarait hier sur les antennes radio que le SMIC à 1700 € était irréaliste !

Il y a quelques mois, CFDT, CGC, CFTC, signaient un accord avec les 3 syndicats patronaux UPA, MEDEF et APGME, accord qui, pour améliorer la compétitivité, mettait en accusation les « charges patronales », donc les salaires, précisant le besoin de passer vers l'impôt les cotisations sociales. Ces réalités ne sauraient être masquées au nom d'une unité qui aboutit irrémédiablement, et au moins pire, à satisfaire leurs propositions et non celles que porte la CGT.

Au regard de ces réalités, l'action de la CGT prend une dimension nouvelle avec la responsabilité d'aller de l'avant, dans la clarté de nos propositions, leur légitimité permettant ainsi de faire évoluer le rapport de forces avec lucidité quant aux enjeux.

Roger Casanova disait hier, repris par beaucoup d'autres : « Le capital a mené une lutte de classes acharnée contre le peuple, le monde du travail. Il nous faut restaurer la solidarité, avec son contenu révolutionnaire excluant toute forme d'assistanat mais portant des droits dont on bénéficie avec fierté dans un collectif solidaire. »

D'autres camarades disaient qu'il faut convaincre sur la faisabilité, la crédibilité des revendications, leur financement.

La droite, ses extrêmes, n'ont cessé de mettre en accusation les bénéficiaires du RSA, les privés d'emplois, les immigrés, portant au cœur de cette idéologie la division, l'opposition, le racisme, bouchant les horizons idéologiques à ouvrir d'autres voies, celles des richesses, leur utilisation.

Cette idéologie, portée par Sarkozy avec violence durant 5 années, a marqué les consciences fragiles confrontées à l'exclusion et à la pauvreté.

Opposer à ces logiques financières d'exclusion, un système de solidarité, de justice sociale, de droits garantis, de création et d'utilisation de richesses disponibles, créés par votre travail collectif, pour servir les intérêts de la population, telle est la bataille idéologique à mener, à amplifier autour de nous, dans l'entreprise, le village ou le quartier.

Je ne reprendrai pas les chiffres sur les richesses dont nous disposons en France, comme dans les autres pays européens, beaucoup a déjà été dit.

Quelques-uns, non cités, repositionnent la réalité sur une idéologie nauséabonde mettant en cause les plus fragiles dans notre société qui sont montrés du doigt pour justifier l'inacceptable.

Fraude aux prestations sociales (accusation des pauvres, rappelons-nous)

3 milliards d'euros dont 90 % sont récupérés par la sécu ! A comparer avec la fraude aux prélèvements sociaux non payés par les entreprises et prélevés sur les salaires, évaluée entre 8 et 12 milliards représentant 10 % des entreprises.

Immigration : un coût ?

48 milliards d'euros par an de prestations sociales (source : ministère de la santé).

60 milliards payés en impôts et cotisations sociales.

En l'absence d'immigration, le besoin de financement de la protection sociale en France augmenterait de 2 points de PIB.

Invasion de l'immigration ? 6 % en 1926 ; 6,3 en 1990 ; 3,8 en 2008 (base INSEE)

Pauvres/impôts

Taux moyen d'imposition (directes et indirectes) de 10 %.

Celui des moins riches est de 40 % de leurs revenus.

Celui des 0,1 % des plus riches est de 37 %.

Celui des revenus moyens de 45 à 48 %.

Et encore faut-il préciser que 40 % d'un SMIC et 37 % de milliards, ça ne fait pas le même effort de participation à la vie sociale de la collectivité.

Chacun peut mesurer combien l'action militante CGT est indispensable sur le terrain, au débat avec vos camarades, amis, voisins, pour montrer les enjeux, éclairer les réalités, dénoncer les mensonges, porter nos propositions.

Et même si demain semble moins bleu, plus rose, le poids de l'intervention, de l'action CGT

sera déterminant pour bousculer, changer la donne dans le sens du progrès social.

Mais, en virant du pouvoir politique la droite extrême du pays, le 6 mai, nous avons ouvert une brèche importante dans les consciences qui permet de mieux préparer l'avenir : une phrase définit bien cette évolution, celle qui dit : « Ce n'est pas l'immigré, c'est le banquier qui est en cause. »

« Ne soyons pas modestes », pour reprendre une expression de Robert Perriolat, mesurons bien ce que nous faisons bouger dans l'évolution de la situation et ce que cela représente pour beaucoup d'autres peuples qui regardent ce qui se passe en France, tout comme nous devons être attentifs, œuvrer pour que les 10 et 17 JUIN, au travers des élections législatives et, d'ici là, tout au long de la campagne, nos idées, nos propositions soient au cœur du débat.

Depuis le débat, la direction fédérale impulse, interpelle, pèse sur ces débats de société pour faire place à nos revendications. Nous appelons nos syndicats à interpeller ceux qui aspirent demain à siéger au parlement, là où se décident les lois. Il est de votre responsabilité et devoir, d'exiger des réponses à nos revendications pour éclairer sur les enjeux de qui porte quoi. Lorsque Chérèque dit que le SMIC à 1700 € est irréaliste, il fait de la politique, non ?

A la CGT, on a l'avantage de ne pas cacher nos responsabilités derrière une « neutralité » qui sert en réalité le Medef, Medef qui agit sur tous les terrains (Europe, CES...)

La Fédération portera aussi au CCN de la CGT des 30 et 31 mai, la proposition, dans le prolongement de la motion envoyée après le 6 mai, que la CGT soit à l'offensive dès maintenant pour porter nos exigences, avec des initiatives autour du sommet dit « social » qui devrait se tenir en juillet. Pourquoi pas une pétition nationale ? en complément qui pourrait permettre d'aller au débat pour gagner les salariés, convaincre sur la nécessité de leur intervention ?

Enfin, pour ne pas être plus long, je ne peux que rappeler l'importance de l'INDUSTRIE, dans un pays, indispensable pour se donner les moyens de répondre aux besoins de la population. Un pays sans industrie est souvent un pays sans moyen, avec des services publics réduits au minimum, l'armée étant la priorité pour museler les libertés.

L'industrie, c'est près de 80 % de la recherche, une création de richesses sans lesquelles le pays ne pourrait subvenir à son développement économique et social.

Bref, depuis toujours la Fédération porte cette dimension revendicative avec force dans la CGT, avec d'autres fédérations, en France comme en Europe.

Le 9 octobre a été décidée une journée d'actions européenne dans l'industrie, à l'occasion du congrès fondateur d'une nouvelle fédération européenne d'industrie, regroupant les 7 Fédérations CGT (METALLURGIE, FNME, INDUSTRIES CHIMIQUES, THC, ...). Une motion votée en congrès, sur l'initiative CGT, avec le soutien de la FGTB (Belgique) du Portugal ; de l'Espagne, de l'Italie, du Benelux, etc...

Les modalités et formes de cette journée d'action seront définies au plan national prochainement, ce débat étant porté au CCN du 30 et 31 mai.

En tout état de cause, nous devons faire, avec ou sans engagement du CCN.

Dans le contexte politique actuel, celui d'après les législatives, cette action permet de bien positionner la CGT, la nécessaire intervention des travailleurs quel que soit le pouvoir politique en place.

Toutes les forces militantes de la CGT sont mises à contribution pour réussir cette action.

L'Assemblée Générale de la Fédération, qui se tiendra le 26 SEPTEMBRE 2012 sera l'occasion de faire le point sur la mobilisation.

Voilà, Cher(e)s Camarades, quelques pistes de réflexion, de travail pour les mois à venir qui nous placent tous – la nouvelle direction de l'UFR en tête – face à de nouveaux enjeux dans lesquels nous sommes tous appelés à nous engager.

C'est dans ce cadre que nous devons faire évoluer nos forces, gagner le renforcement de toute la CGT, le travail commun entre actifs et retraités.

SOIREE HISTOIRE SUR LE THEME COLONISATION/DECOLONISATION (Roberto Frande)

2012 est l'année du 50^{ème} anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, de la fin de l'empire colonial français. Mais ce n'est pas la fin du colonialisme. D'autres pays devront attendre encore des années pour accéder à l'indépendance, comme par exemple, l'Angola par rapport au Portugal en 1975 (Révolution des Œillets), Timor en 2002 (colonie portugaise annexée par l'Indonésie), les colonies espagnoles d'Afrique en 1975, après la mort de Franco et pour les Anglais, Hong Kong en 1997.

Donc, 60^{ème} anniversaire de la guerre d'Algérie. Des initiatives ont été prises dans la CGT, à ce sujet. L'IHS d'Ile de France a édité un livre, et commémoré le massacre de Charonne par une exposition et une conférence à la CGT.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant de proposer au débat le thème colonisation / décolonisation qui englobe l'ensemble des questions, le débat portera aussi, certainement sur les guerres coloniales, l'Algérie, etc...

Donc, Colonisation/décolonisation...

On peut considérer qu'en 1914, la colonisation du monde par l'Occident est achevée à deux exceptions près : l'Afghanistan et l'Erythrée. C'est l'aboutissement d'une évolution qui avait commencé 400 ans plus tôt avec Christophe Colomb et la

découverte des Amériques et Vasco de Gama qui, parti du Portugal, avait contourné l'Afrique en direction des Indes. Au cours de ces 4 siècles, tous les pays non occidentaux étaient tombés sous la domination occidentale, sous son administration.

Sans revenir à la colonisation de l'Amérique par les Espagnols, les Portugais, les Anglais et les Français, l'essentiel de la colonisation en Afrique et en Asie se traduit par la possession de comptoirs et routes côtières qui permettent le trafic triangulaire : esclaves pris en Afrique, contre alcool, armes et objets de pacotilles, revendus en Amérique pour mettre en valeur les territoires conquis et retour en Europe avec les produits tropicaux (sucre, cacao, tabac, café...).

La situation évoluera à partir de 1880. La révolution industrielle était en route et le capitalisme avait besoin de main-d'œuvre, de produits agricoles et industriels (matières premières). D'où un développement de la colonisation pour conquérir des terres avec cet objectif. Mais concurrence entre capitalistes français, anglais et les nouveaux arrivés les Allemands, entre autre.

D'où, à la demande du Portugal, la réunion d'une conférence internationale à Berlin en 1884-1885 pour décider du partage de l'Afrique et de sa découpe en fonction des intérêts des capitalistes de chaque pays, au détriment des peuples africains qui étaient absents.

Cette réunion et ce partage correspondent à la multiplication des revendications européennes

concurrentes sur le territoire africain. Il concernait, pour l'essentiel, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne. Les raisons sont évidemment les ressources minières, au Congo Belge, par exemple, qui devint propriété privée du roi des Belges, Léopold II, mais qu'on trouve également ailleurs. Ressources minières, agricoles et main-d'œuvre pour exploiter ces ressources. Victoria, reine d'Angleterre, disait que le soleil ne se couchait jamais sur son empire. La traite des esclaves ne se justifiait plus économiquement puisqu'il y avait besoin de main-d'œuvre sur place, cette traite fut abolie. D'autant que les idées contre l'esclavage s'étaient fortement développées. Cette décision allait donc dans les sens des opinions publiques. Le Libéria fut fondé à cette époque par les USA afin que les esclaves présents aux Etats Unis qui voulaient retourner en Afrique, puissent le faire. Cette conférence a créé les règles pour une « occupation effective » des terres conquises et avait pour objectif d'éviter les guerres entre puissances européennes. Mais la concurrence et les conflits ont continué comme, par exemple, au Soudan (Fachoda) entre Anglais et Français, avant 1914 et Tanger entre Allemands et Français. Ces concurrences seront une des causes de la première guerre mondiale.

L'autre conséquence de cette conférence a été le développement militaire de la colonisation. De façon générale, la présence européenne se cantonnait à des occupations côtières. Ce qui fait qu'environ 80 % du territoire africain restait sous contrôle local traditionnel. Avec la notion « d'occupation effective », la conquête de toutes les terres était devenue nécessaire pour s'opposer aux autres capitalismes européens. D'où les guerres, massacres « accords » de cession de souveraineté par les chefs africains, etc... Le découpage qui s'ensuivit ne tenait aucun compte des peuple, des ethnies, des cultures. La frontière passait au milieu du territoire d'un peuple (ce qui explique, en partie aussi, les conflits actuels sans oublier que souvent c'est une main étrangère qui pousse à cela pour ses propres intérêts) frontières non remises en cause par l'OUA.

Le résultat est qu'en 1914, 92 % du territoire est sous contrôle européen. En 1 génération, il ne restait que 2 nations indépendantes : l'Erythrée et l'Afghanistan. Pour l'Asie, les puissances européennes ont obligé les pouvoirs locaux à céder à leurs exigences capitalistes (Inde, Chine – guerre de l'opium...).

Le cas de l'Amérique est particulier. Ce fut le premier continent entièrement colonisé par les Espagnols, les Portugais, au sud et les Anglais, les

Français, au nord avec les conflits opposant les Anglais aux Français (Canada). Colonisation dès 1500 et décolonisation dès 1780 avec l'indépendance des Etats Unis, puis celle d'une grande partie de l'Amérique Latine avec Bolivar, Sucre. Mais cette décolonisation a été faite par les colons européens contre, si j'ose dire, la mère patrie. Les populations indiennes, métisses ou noires, n'ont rien à voir dans ce processus. Sauf à Haïti où c'est à partir d'une révolte des esclaves en 1793 que le pays aboutit à l'indépendance en 1804. C'est la seule république indépendante noire à ce moment. Les colons de l'île mais ceux aussi des autres îles des Caraïbes et de la Louisiane ont fait pression pour que Napoléon Ier intervienne. Ce qui sera fait mais les troupes françaises seront battues par Dessalines qui fait le relais de Toussaint Louverture, préfet arrêté et amené en France où il mourra.

Je pense d'ailleurs que Haïti continue de payer cette situation.

La deuxième particularité de l'Amérique c'est la théorie Monroe, du nom du président américain qui l'a proclamée, reprise par Roosevelt au début du 20^{ème} siècle et qui affirme l'hégémonie économique des Etats Unis sur tout le continent américain, de l'Alaska à la Terre de feu. Ce qui correspond à une colonisation économique.

Je vous rappelle les interventions US, directes ou par le canal de la CIA, dans les différents pays du continent.

Et ce n'est que maintenant que les différents pays d'Amérique latine mettent en place une union continentale sans la présence des USA.

La décolonisation de l'Asie et de l'Afrique s'est faite différemment. Par décolonisation j'entends l'accès à l'indépendance, c'est-à-dire une identité nationale (langue, histoire) une liberté d'action à l'intérieur du pays (institution, administration) et la souveraineté internationale (armée, diplomatie, ONU), mais dans les faits, pas forcément une indépendance économique, même si la revendication économique existe, d'un développement économique et d'une plus juste répartition des richesses.

L'accession à l'indépendance politique de ces états peut permettre des choix de société, socialistes ou non, impossibles avant (Algérie de Boumediene, le Vietnam, l'Angola, arrêté dans cette voie par l'assassinat de Lumumba en 71 par les Belges et les USA et leur prise de contrôle avec Mobutu, etc...)

Nombre de leaders des mouvements de libération font partie d'une intelligentsia qui a suivi des études en Europe ou aux USA et qui a pris conscience dans les luttes, de cette place de la nation et de la nécessité de s'organiser en partie pour mener la lutte. Le mouvement syndical par les luttes sociales par sa volonté de cohésion, de rassemblements des travailleurs a été un élément souvent important dans la réflexion et la mise en œuvre. Il faut penser aux différentes ethnies, religions, castes ... qui existent dans un même pays. Donc comment rassembler pour l'indépendance ?

Même si la question de l'indépendance est posée avant la 2^{ème} guerre mondiale, c'est surtout à l'épreuve de celle-ci que les idées avancent.

Le travail idéologique des socialistes européens avant 14, des communistes contre le colonialisme et pour les intérêts communs des ouvriers européens et des peuples colonisés. Ce que l'on dit toujours par rapport aux immigrés.

Les pays colonisateurs (France, Hollande, Belgique) ont été battus et même l'Angleterre avec l'occupation d'une partie de son empire. Donc, perte de prestige, rupture et ouverture de possibilité.

L'économie de guerre, l'appel des troupes coloniales pour libérer l'Europe et donc la contradiction entre cette libération et leur situation propre.

Le renforcement du nationalisme dans ces pays.

La stratégie de l'Angleterre est dictée par l'appréciation des moyens dont elle dispose face aux problèmes posés dans son empire. Elle choisit donc la voie des « dominions » : chaque peuple peut se déterminer suivant un processus qu'elle essaiera de contrôler et chacun pourra accéder à l'indépendance moyennant la sauvegarde des intérêts économiques de l'Angleterre dans le cadre du Commonwealth, et pour autant que les structures capitalistes de l'économie ne soient pas remises en cause. Cela ne va pas sans conflit (Inde, Pakistan, Malaisie...)

La France n'a pas de stratégie. Il y a eu la mise en place d'une union française mais avec la prépondérance de la métropole et de la conception d'une république une et indivisible qui interdit toute possibilité de fédération et d'autonomie interne.

La répression répond aux révoltes : mai 45 en Algérie, 47 à Madagascar, guerre d'Indochine, Maroc, Tunisie, Cameroun ... guerre d'Algérie.

La guerre d'Indochine, avec le soutien actif des syndicats CGT contre cette guerre (dockers, Chimiistes, Michelin...), la bataille d'idées, la défaite

militaire amène à la signature de la paix en 1954. Cela signifie la fin de la présence de la France en Extrême-Orient et le recentrage sur l'Algérie comme clé de voute.

De Gaulle en 58 propose, parce qu'il pense à ce moment-là à une issue militaire favorable en Algérie, aux pays africains, la base d'une communauté, d'accéder à l'indépendance considérant que vu leurs faibles moyens, les leaders ne pourront choisir que la communauté. Dans cette communauté, bien sûr, la France garde toutes les responsabilités en matière de défense, de relations extérieures, de monnaie, de matières stratégiques. En fait, l'indépendance s'impose et la communauté disparaît avant même que le processus ne s'engage.

Donc dans la plupart des pays le transfert de souveraineté s'est fait sans effusion de sang, sauf pour l'Algérie, le Cameroun, et le Congo (Belge).

Pour le Cameroun, insurrection en 1955, répression sanglante, assassinat de Nyobe, le leader du mouvement syndical indépendantiste. Et à l'indépendance, en 1960, le président désigné Ahidjo demande l'aide de l'armée française pour réprimer les opposants. Il y aura des dizaines, voire des centaines de milliers de morts.

Au Congo belge, c'est l'intervention directe du capital financier. La Belgique, aidée de la CIA, provoque la session du Katanga, province particulièrement riche en minerais divers qu'exploite la société de l'union minière du haut Katanga.

Lumumba est assassiné en 1971. Mobutu prend le pouvoir dans une répression sanglante.

Pour l'Algérie, appel à l'insurrection par le FLN, en 1954, en 56 Guy Mollet choisit l'option de la guerre. En 58, première tentative de coup d'état qui met en place De Gaulle et la 5^{ème} république. Deux autres coups d'état en 60 (semaine des barricades à Alger) et 61 (putsch des généraux). L'OAS multiplie les attentats mais avec la pression de l'opinion publique, des manifestations dont Charonne. Cela aboutit aux accords d'Evian, le 18 mars 1962, puis à l'indépendance.

Le débat permettra certainement d'aller plus loin. Je rappelle seulement deux choses :

L'Algérie c'est le pétrole et Reagan, pour les essais nucléaires.

C'est à partir des différents mouvements factieux qui se sont manifestés pendant la guerre d'Algérie que Le Pen va rassembler et créer le Front national.

La décolonisation...

De 43 à 55 : 15 pays accèdent à l'indépendance (l'Islande, la Lybie et 13 pays asiatiques Inde, Vietnam, Laos ...). C'est à partir de ce moment que l'Asie prend en main ses affaires.

De 56 à 68 : ce sont 50 pays (38 en Afrique, 6 en Asie, 4 en Amérique (Caraïbes), 2 en Océanie.

De 70 à 80 : 27 pays accèdent à l'indépendance.

En 1983 : il reste 30 pays colonisés.

Hong-Kong reviendra à la Chine en 99.

Dans cette période, ces pays ont essayé de se prémunir contre les visées des ex puissances coloniales au travers d'actions concertées à l'ONU et dans ses organismes. en se dotant des structures régionales pour régler les problèmes, entre eux, même si... par exemple la ligue arabe OUA, l'OPEP ? Des conférences se tiennent qui regroupent certains de ces pays. La plus importante est probablement celle de Baudong en Inde, en 1955, qui réunira 29 pays (6 africains, 23 asiatiques et qui condamne le colonialisme, se déclare non inféodée à un bloc et pour le développement avec l'aide internationale. C'est elle qui ouvrira la voie à l'indépendance en Afrique (autres : Belgrade 61, Le Caire 64, La Havane 66).

De leur côté les capitalistes sont obligés d'accepter la situation. Ils réagissent sur 2 plans :

la mise en place d'organismes d'aide sous conditions (Fond d'Aide au Développement Européen) économique et politique ? Et la poursuite, l'accentuation de l'exploitation de ces pays (néo colonialisme).

☐ **Interventions militaires des Etats Unis qui se développent :**

☐ **Vietnam**

☐ **Amérique Centrale et Caraïbes : Cuba, St Dominique, Nicaragua, Salvador, etc...**

☐ **Bolivie, Venezuela, Chili**

☐ **Aide et soutien des dictatures (Brésil)**

Sur l'exploitation de richesses des pays nouvellement indépendants :

La caractéristique commune à ces pays c'est le faible développement et le faible PIB par habitant au moment de l'indépendance.

Dans le premier temps de l'indépendance, l'effet est positif mais limité : investissement, une politique mise en place avec un effort sur l'alimentaire et la santé.

Mais ils restent sous domination économique du capitalisme.

Ceux-ci exploitent les produits miniers, exportés sous forme de produit brut qui sera retravaillé ailleurs, et des produits alimentaires (zone de cacao, ...) au détriment des cultures vivrières locales.

Ils rapatrient les bénéfices. En 65, la sortie des bénéfices des pays du tiers monde dépasse de 2,3 fois les investissements étrangers.

Dans le même temps, les approvisionnements des pays indépendants voient leurs prix augmenter plus vite que les exportations. D'où endettement, baisse du pouvoir d'achat.

A partir de 1980, certains de ces pays n'arrivent pas à rembourser la dette. D'où renoncement à faire certains investissements, frein à la consommation. On voit la situation aujourd'hui.

Mais, par contrecoup, crise des pays capitalistes car les débouchés se réduisent et cette crise devient internationale.

La suite, c'est notre débat actuel.

Donc, s'il n'y a pratiquement plus de colonie, la mainmise du capitalisme reste présente et la question est bien celle d'une autre société.

Des espoirs se font jour. Je prends l'exemple de l'Amérique latine avec la mise en place de gouvernements de gauche, encore que le Chili soit revenu à droite, Argentine, Brésil, Bolivie où, avec l'arrivée de Morales, la part des bénéfices retirés de l'exploitation du gaz et du pétrole est passée de 20 % par la Bolivie à 80 %.

Mise en place d'une organisation régionale de coopération sans la présence des Etats Unis.

Je n'ai pas abordé la question de la Palestine car il me semble que c'est un débat, en soi, et qu'on ne peut traiter trop rapidement.

***Des équipes
à votre service***

PARIS

58 A rue du Dessous des Berges
75013 PARIS
☎ 01.56.59.13.50
infoparis@mericassocies.com

Vos contacts

Alain GAUDICHEAU

Marc BELLAIRE

Walid HASNI

LYON

363 rue Garibaldi
69007 LYON
☎ 04.78.69.17.81
infolyon@mericassocies.com

Vos contacts

Claude LARIDAN
Expert-comptable - PDG

Lucien ANGELETTI

***Disponibles pour
vous rencontrer***

SOCIÉTÉ **MÉRIC**
& ASSOCIÉS

L'expert comptable du CE

***Pour comprendre,
anticiper,
proposer***



Examen des comptes



Evolution de l'emploi



Analyse stratégique

Nouveau site internet !
www.mericassocies.com

PARIS-LYON

